

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 30 NOVEMBRE

N°317

1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

LA LUTTE ACTUELLE
EN CHINE

Faire la révolution
et promouvoir
la production

Voir p.2

SOMMET EUROPÉEN

CONTRE LES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

● GISCARD PROPOSE LE PLAFONNEMENT DU CÔÛT TOTAL DES IMPORTATIONS

● Austérité : Schmidt demande l'aggravation du plan Barre

Dans son intervention au conseil européen, Giscard a adopté une attitude de combat à l'égard du Tiers-Monde. Il a en effet proposé que la communauté européenne fixe une somme-plafond pour ses achats de pétrole en 1977, et rende ainsi inopérante toute augmentation du prix que les pays producteurs pourraient décider au mois de décembre. Il a également appelé les Etats-Unis à se placer en position de force vis-à-vis du Tiers-Monde, en les invitant à reprendre et à réaliser les plans «d'auto-suffisance énergétique» élaborés autrefois par Nixon.

Concernant la situation européenne, il est resté beaucoup plus vague, appelant à la fois ses partenaires à lutter contre l'inflation et le chômage. Tout en demandant de «préserver les acquis» de la Communauté, notamment en matière agricole, à quoi l'impérialisme français tient tout particulièrement, il a remis à plus tard, «quand les circonstances le permettront», l'avancée de «l'union européenne» économique et monétaire, dont il avait fait son cheval de bataille voici deux ans.

discussion risque bien de tourner court sur ce sujet : les Etats Unis et l'Allemagne ont, en effet, plus que les autres impérialismes occidentaux, la possibilité de s'opposer à toute mesure garantissant à l'ensemble du Tiers Monde un minimum de stabilité de ses revenus. Le dollar et le mark faisant de plus en plus la loi sur les marchés occidentaux, la réunion de La Haye pourrait bien voir l'enterrement de la conférence Nord-Sud, réunie voici près d'un an à l'initiative de Giscard d'Estaing.

Coincée entre le Tiers Monde et les Etats Unis, la communauté européenne se trouve ainsi dans une situation difficile. L'union monétaire et l'Europe agricole, derniers projets qu'elle a tenté de mettre en place, sont aujourd'hui en mauvaise posture. La perspective très pro-américaine de l'union politique, avancée voici un an dans le «rapport Tindemans», avance trop lentement au gré de son auteur, qui a menacé de dénoncer bientôt publiquement son blocage.

Mais à La Haye, la

Suite p.3

IMRO : meeting de
soutien ce soir
à la mutualité
6 H POUR L'IMRO

Forums sur les luttes, animation avec
Gilles Servat et Imago

Après un an de bataille contre le chômage, la répression de la bourgeoisie et les exclusions perpétrées par la direction P«C»F de la CGT du Livre, «les obstinés de l'IMRO» organisent aujourd'hui un meeting-débat popularisant leur lutte.

Journée d'action
textile artificiel

Contre le chômage partiel
et les licenciements

Après l'annonce par Renaud Gillet, PDG de Rhône Poulenc Textile, des licenciements à l'échelle européenne (1 500 000 d'ici 1985) et le lock-out à Rhône Poulenc Textile (Péage de Roussillon), s'ouvrent aujourd'hui les négociations de la Commission Paritaire sur l'Emploi dans le textile artificiel et synthétique. Une journée d'action est organisée aujourd'hui, mobilisant principalement RPT. (Voir p. 4)

Voir p.4 et 5

Lille : manifestation
aujourd'hui
contre Giscard

Voir p.3

ASSISES DU NUCLEAIRE
A CHERBOURG

Le programme commun
de Giscard
mis en accusation



Voir p.9

LIRE EN P.12
LA SUITE DE
NOTRE ENQUETE

LES
POSTIERS

PLM :
Ce qui
se cache
derrière
le projet
de démantè-
ment

Hier soir,
salle comble
à la Mutualité
contre
la complicité
Shah-Giscard

«Shah fasciste, assassin», «Shah fasciste, Giscard complice», la dénonciation vigoureuse éclatait de la bouche de centaines de personnes mobilisées hier soir à la Mutualité contre l'arrestation des militants iraniens, Nader Oskoui et Reza Takbiri.

Face à la collaboration active de la police de Poniatowski et de la Savak, police politique iranienne, «il n'est pas question de rester les bras croisés» soulignera le représentant de l'Union des Etudiants Iraniens en France dans son intervention.

Maitre Mignon, l'un des avocats des prisonniers a démonté la machination policière organisée contre eux et les témoins de la défense expulsés en Suède.

Cette brutale attaque contre l'organisation progressiste iranienne est un complot de Giscard et du Shah pour la briser car elle n'a jamais séparé son action de celle des masses populaires iraniennes dont le but est la destruction de la dictature fasciste et la liquidation de l'impérialisme en témoignent les luttes ouvrières massives qui ont mobilisé plus de 10 000 ouvriers à Téhéran et les luttes paysannes qui se développent partout, ainsi que le rappellera l'orateur iranien.



Les ordres du jour des «sommets européens», comme celui qui se tenait hier à La Haye, sont, en principe, indéterminés, ces conversations devant prendre la forme de «tours d'horizons» informels. Cependant, la situation économique et politique permet de savoir de quoi il sera question.

Et d'abord, des rapports avec le Tiers Monde et du prix du pétrole. La question posée est celle de l'augmentation sur laquelle les pays producteurs, regroupés dans l'OPEP, ont décidé de débattre le 20 décembre ; la date n'est pas choisie au hasard : ce sera au lendemain de la réunion à l'échelon ministériel de la conférence Nord-Sud, où sont négociés l'ensemble des rapports économiques entre les impé-

rialismes occidentaux et le Tiers Monde. En décidant de se réunir à cette date, les pays de l'OPEP ont clairement mis entre les mains des pays européens et des Etats Unis le choix suivant : ou bien ils se résolvent au compromis, acceptent de céder sur une part significative des justes revendications des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, ou bien ils devront faire face à une augmentation plus importante du prix de l'énergie. Celle-ci serait largement justifiée par la détérioration des termes de l'échange : avec le prix d'un baril de pétrole, on achète aujourd'hui 30% de moins de produits industriels que lors de la dernière hausse décidée par l'OPEP.

2. FAIRE LA REVOLUTION ET PROMOUVOIR LA PRODUCTION

De Liu Chao-chi à Lin Piao : la même «théorie» révisionniste

Quand Liu Chao Chi (1) et Tchen Po-ta ont réussi à glisser dans la résolution du VIII^e Congrès (1956) que la contradiction principale à l'intérieur du pays, ce n'était pas la contradiction qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, mais celle «entre le système socialiste avancé et les forces de production sociales arriérées», ils signifiaient nettement que les tâches de la révolution étaient, pour l'essentiel, achevées et qu'il s'agissait de se consacrer principalement aux tâches de la production. Il y a donc une séparation mécanique entre révolution et production : un temps pour la révolution, puis un temps pour la production. Et d'autre part, du fait de cette séparation mécanique entre révolution et production, le rôle dirigeant de la révolution par rapport à la production est, par là même, catégoriquement nié.

C'est dans le cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, que la «théorie des forces productives» fut démasquée et battue, en tant que théorie révisionniste et que le président Mao avança le mot d'ordre : «Faire la révolution et promouvoir la production». Ce mot d'ordre marque nettement que, une fois que la classe ouvrière a pris le pouvoir, la grande masse de tous ceux qui produisent mènent nécessairement **en même temps** la lutte pour la révolution et la lutte pour la production. Elle indique, du même coup, que pour eux, durant toute la période historique de l'édification du socialisme, leur tâche principale, décisive, c'est de faire la révolution. Pour développer la production, l'orienter, l'organiser, la planifier, ils doivent prendre constamment comme axe la lutte de classe, la révolution. C'est en ce sens que la révolution, c'est l'aspect principal. Si la classe ouvrière perdait de vue le but de l'édification socialiste : parvenir à la suppression des classes et des différences de classes, parvenir à la société communiste, société sans classes, alors elle envisagerait ses tâches de production, de façon étroite, usine par usine, région par région, ou branche par branche. Alors elle se soumettrait à des objectifs particuliers de rentabilité immédiate, d'avantages individuels passagers, elle se diviserait et permettrait progressivement que la production soit régie par les lois du capitalisme.

Lin Piao (2), en association avec Tchen Po-ta, avait tenté d'introduire dans un projet de rapport politique pour le IX^e Congrès (1969), la même idée révisionniste : «Ils estimaient que la tâche principale serait, après le IX^e Congrès, de développer la production». Ainsi, dans une conjoncture nouvelle, il s'agissait de considérer, cette fois-ci, que les tâches de la révolution avaient été accomplies, pour l'essentiel, par la Révolution Culturelle, et que la tâche principale, ce n'était plus la révolution, mais la production. Ce projet de rapport fut rejeté par le Comité Central.

(1) : Liu Chao Chi, principal responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste. Ses positions révisionnistes ont été largement critiquées et combattues par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne déclenchée en 1966. Il fut alors destitué de ses fonctions et exclu définitivement du Parti Communiste Chinois.

(2) : Lin Piao : arriviste bourgeois qui était parvenu à se faire élire vice-président du Comité Central lors du IX^e Congrès (1969). Il se crut ensuite en mesure de fomenter un complot visant à supprimer Mao Tsé-toung et à former un nouveau Comité Central à sa botte. Son complot déjoué, il tenta de s'enfuir vers l'URSS. Son avion s'écrasa en septembre 1971.

Nous avons vu que les quatre —Wang, Tchang, Kiang Tsing et Yao— accusaient ceux qui parlaient et s'occupaient de développer la production de suivre une ligne révisionniste et d'en revenir à «la théorie révisionniste des forces productives».

La théorie révisionniste des forces productives consiste à considérer à une étape ou à une autre de l'édification du socialisme, que la tâche principale, c'est désormais la production et que donc il n'y a plus lieu de mener la révolution, de renforcer le pouvoir de la classe ouvrière, de poursuivre la lutte de classe contre les débris des anciennes classes exploiteuses, contre les nouveaux éléments bourgeois qui peuvent se former et contre les idées bourgeoises qui subsistent.

Ainsi Lin Piao, dans le cours de la Révolution Culturelle, avait paru s'opposer sans merci à Liu Chao Chi et à ses positions. Mais fondamentalement, leurs positions révisionnistes étaient identiques. Mao Tsé-toung et l'immense majorité des cadres et membres du Parti Communiste s'opposaient effectivement à la ligne révisionniste de Liu Chao Chi, et à Liu Chao Chi lui-même, dans la mesure où il était le plus haut responsable du Parti porteur de cette ligne révisionniste. Mais les contradictions entre Lin Piao et Liu Chao Chi n'étaient que des contradictions entre cliques révisionnistes. L'un comme l'autre visait à usurper le pouvoir au sein du Parti de l'État pour imposer la même ligne révisionniste : fixer comme tâche principale la production de façon à restaurer le capitalisme. Mais ils s'y prenaient de façon différente et à des moments différents : Liu Chao Chi pensait avoir suffisamment développé les positions révisionnistes dans le Parti Communiste pour pouvoir les faire triompher et évincer les communistes des postes de responsables dans le Parti. Lin Piao crut plus habile de se dissimuler derrière la tendance dominante de lutte contre le révisionnisme, pour se porter ainsi sur le devant de la scène, participer en apparence à la défaite de Liu Chao Chi et de ses agents et ensuite seulement former un complot pour supprimer les principaux responsables communistes.

L'un et l'autre poursuivaient la même ligne révisionniste. L'un et l'autre raisonnaient et agissaient, au sein du Parti, en cliques.

Les cheminots de Pékin dénoncent la bande des quatre

Les quatre, à première vue, semblaient prendre le contrepied de la «théorie des forces productives» et se présentaient ostensiblement comme ses adversaires les plus acharnés. Or, justement, de nombreux témoignages et dénonciations montrent que, dans la pratique, la façon dont ils prétendaient combattre la «théorie des forces productives», derrière ses outrances, reposait sur la même base et, en définitive, dénaturait de la même façon que la «théorie des forces productives» les rapports entre révolution et production.

Les cheminots de Pékin ont particulièrement dénoncé le fait que les quatre, au nom du primat de la révolution, les accusaient de révisionnisme, parce qu'ils faisaient de leur mieux pour assurer les transports ferroviaires et contribuer ainsi à l'édification économique du socialisme. Une telle attitude et de telles préoccupations étaient immédiatement étiquetées de «révisionnistes» par les quatre. Au contraire, pour marquer que la «révolution», c'est-à-dire en fait les réunions qu'ils convoquaient de leur propre chef pour propager leur ligne, devait passer avant tout, ils n'hésitaient pas à perturber le fonctionnement régulier des chemins de fer. Ils n'admettaient pas qu'on puisse s'opposer à de telles pratiques et déclaraient : «Mieux vaut le retard du train socialiste que l'exactitude du train révisionniste». Ou bien encore ils accusaient les cheminots qui exigeaient que soit normalement assuré le trafic, de «mettre au poste de commande la ponctualité» —au lieu de la «politique».

Ainsi, les cheminots étaient placés devant une alternative absurde : si le train arrivait à l'heure, alors ils faisaient preuve de «révisionnisme», s'opposaient donc à la révolution ; mais s'ils voulaient montrer leur volonté de faire la révolution, de construire le socialisme, alors nécessairement le train arriverait en retard ! La ferme position de classe des cheminots de Pékin, et en particulier de l'équipage de la locomotive Mao Tsé-toung, a riposté énergiquement à cette absurdité révisionniste qui visait à les diviser : s'ils étaient tellement attachés à assurer le trafic régulier et la sécurité des trains, c'est précisément parce qu'ils étaient animés d'une volonté révolutionnaire, qu'ils avaient une conscience socialiste et qu'ils considéraient que les transports constituaient un élément important pour la construction de la société socialiste. C'est parce qu'ils faisaient la révolution, qu'ils avaient à cœur de prendre en mains les tâches de production, de résoudre concrètement les problèmes qui se posent dans la production.

Est-ce «faire la révolution» que de multiplier les meetings et réunions où l'on

la population ouvrière et les houillères de Tangchan. La bande des quatre refusa alors de se rendre à Tangchan, et d'écouter les rapports sur la situation consécutive au séisme. Ils déclaraient alors : «que le tremblement de terre ait lieu à l'Est ou à l'Ouest, le mouvement de critique de Teng Siao-ping ne peut en aucune façon subir d'affaiblissement». Ou encore que la lutte contre les conséquences du tremblement de terre constituait une «pression exercée par un million d'habitants (de Tangchan) sur huit cent millions d'hommes». Leur point de vue était : «Rien de grave si Tangchan est rayé de la carte, cette contrée ne compte qu'un million d'habitants, alors que tout le pays en a huit cents millions sur 9 600 000 km²». Et ils accusaient les cadres dirigeants qui se portaient à la pointe du combat pour organiser les secours de «responsables engagés dans la voie capitaliste» et de vouloir «obscurcir la révolution et la critique de Teng Siao-ping par la lutte contre le séisme».

Les mineurs de Kailouan a qui avait été confiée la tâche, à la suite du séisme, d'évacuer l'eau stagnante dans les galeries et de remettre en route l'extraction du charbon, se sont vus eux aussi taxés de «révisionnisme» par les quatre. «Selon la logique de la bande des quatre, ont déclaré les mineurs, ne pas évacuer l'eau, ne pas extraire le charbon, c'était «prendre la lutte de classe comme axe», c'était «faire la révolution». C'est le comble de l'absurdité. Les quatre critiquaient tantôt l'un tantôt l'autre dans l'intention inavouée de faire échouer la révolution et la production».

A travers les déclarations et la pratique des quatre, telles qu'elles sont dénoncées



cherche à déterminer, en l'air, en collant des étiquettes, qui serait révisionniste et qui ne le serait pas, avec pour seuls résultats de semer la division et la confusion parmi les travailleurs et de désorganiser, saboter la production ? Faire la révolution, élever la conscience socialiste des travailleurs, s'unifier sur les objectifs de la révolution est essentiel, mais cela doit avoir pour conséquence de promouvoir la production, de stimuler l'initiative et la responsabilité de chacun dans sa tâche de production.

Les mineurs de Tang-chan dénoncent la bande des quatre

Les positions des quatre ont été portées à leur comble lors de la lutte contre les conséquences du grave séisme qui a frappé

aujourd'hui par de très nombreux ouvriers, on voit très nettement apparaître comment, ils instaurent une séparation entre révolution et production, exactement comme Liu Chao Chi et Lin Piao. Pour les quatre, au fond «faire la révolution» à leur manière, c'était, du même coup, ne pas promouvoir la production. La révolution, telle qu'ils la travestissaient, excluait que l'on se préoccupe de la production. La thèse qu'ils colportaient, c'était : «La révolution menée à bien, la production se développera tout naturellement».

Mais ces conceptions ne sont que le fondement d'une ligne et d'une pratique révisionnistes. Et il nous faudra examiner plus précisément en quoi ces conceptions, une fois propagées et mises en pratique, servaient directement nécessairement un projet politique révisionniste d'usurpation du pouvoir au sein du Parti et de l'État et de restauration du capitalisme.

Sommet européen

CONTRE LES PAYS
PRODUCTEURS DE PETROLE

Suite de la une

Que reste-t-il à discuter d'autre aux chefs d'Etat et de gouvernement européens ? Dans une Europe aux cinq millions de chômeurs, où les économies italienne et anglaise battent de l'aile, où seul l'impérialisme allemand tire jusqu'ici son épingle du jeu, les questions de concurrence interne et internationale sont à l'ordre du jour. Celle des rapports avec le Japon, dont les produits, et particulièrement l'acier et les navires, s'imposent dans la dernière période sur le marché européen : les capitalistes japonais auraient accepté de faire certaines concessions, en particulier dans le domaine de la construction navale. Sur le plan inter-européen, le sommet de La Haye prend en



Une séance de la conférence Nord-Sud

compte spécialement le problème de l'acier : alors que les difficultés sont générales dans cette branche de production, les trusts allemands tentent de prendre un contrôle total du marché européen en s'alliant aux

Belges et aux Luxembourgeois. L'autre proposition est celle d'une concertation générale de tous les producteurs de la communauté. Quelle que soit la voie suivie, là non plus, rien ne sera fondamentalement changé aux rapports de force, qui font, une fois de plus, de l'impérialisme allemand le maître du jeu.

C'est ce qu'on a bien vu au congrès de l'internationale socialiste, dimanche, où Schmidt, premier ministre de Bonn, qui participe à la

réunion de La Haye, a déclaré : « Pas question de rétablir un ordre économique mondial si chacun ne met pas de l'ordre dans ses propres affaires » ; on dit en effet dans les milieux dirigeants allemands que le plan Barre n'est pas assez rigoureux.

Ainsi se révèle un autre aspect du sommet de La Haye : l'aggravation de l'offensive menée contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière dans les différents pays européens.

Jean LERMET

La Conférence Nord-Sud

Ouverte le 15 décembre 1975 à Paris, la Conférence Nord-Sud, réunie à l'initiative de Giscard d'Estaing, devait en principe traiter de l'établissement d'un nouvel ordre économique international, faisant droit aux justes revendications des pays du Tiers Monde. Il s'agissait notamment de garantir un revenu fixe aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine exportateurs de matières premières, et d'alléger la lourde dette accumulée par le Tiers Monde à la suite du pillage dont il a fait l'objet.

Dès avant l'ouverture de la Conférence, les Etats Unis tentaient de diviser entre eux les pays du Tiers Monde. N'y étant pas parvenus, notamment à la suite de la réunion de la CNUCED, (organisme de l'ONU sur le commerce et le développement), où le Tiers Monde avait fait front, l'impérialisme américain, soutenu par l'Allemagne de l'Ouest, n'a cessé depuis d'opposer une fin de non-recevoir aux groupes des dix neuf pays du Tiers Monde présents à la Conférence.

L'incapacité des autres pays européens à déterminer une position indépendante face à ces pressions aboutit aujourd'hui au risque d'un capotage pur et simple de la Conférence.

LILLE

manifestation
aujourd'hui
contre Giscard

Développement de la pétrochimie, rénovation de l'habitat dans les communes minières, programme d'amélioration du réseau routier ; hypothèse d'une extension de l'usine Simca Chrysler France d'Hordain : les « vingt mesures » annoncées pour la région Nord-Pas de Calais avant la réunion du conseil des ministres de demain à Lille n'ont rien de nouveau. Elles sont simplement puisées dans les projets du septième plan, et aucune ressource financière n'est clairement dégagée à leur sujet.

Cependant, les travailleurs de la région ont à se débattre avec une extension nouvelle du chômage dans le textile. C'est aujourd'hui qu'ils manifesteront contre

la venue du gouvernement dans leur ville. Le PCF, en faisant prendre cette décision par la CGT, craint visiblement un débordement au cas où la manifestation se serait produite le jour même de la venue de Giscard. Quant à la direction locale de la CFDT, entre les mains du PS, elle s'est payée le luxe de parler aux adhérents d'une manifestation pour le mercredi, ce qui ne lui coûtait pas cher, vu qu'elle n'avait plus qu'à se « rallier » après cela à la proposition de la direction CGT.

BARRE : « Vous avez dit que j'ai demandé de retrouver vos manchettes, c'est vrai ! »

SANGUINETTI : L'UDR DOIT
COMBATTRE LE CHEF DE L'ETAT

Sanguinetti, interviewé hier soir à Radio-Luxembourg, à propos d'une déclaration qu'on lui attribuait : « L'UDR doit combattre le chef de l'Etat sans détruire les institutions », n'a pas formellement démenti. Au contraire, il a ajouté que son parti se trouve aujourd'hui « dans la même situation que Giscard d'Estaing après 66 (date de son départ du gouvernement), exerçant un droit de critique qui est allé à terme jusqu'à provoquer le départ du général de Gaulle ». Disant que « S'il y a le vide politique dans notre pays,

ce n'est pas de notre fait ; les RI sont en déroute, et pas l'UDR », il a concentré ses pressions sur les questions de politique internationale, affirmant que l'UDR « réagira » devant la réforme du FMI, qui « consacre le remplacement de l'or par le dollar-roi ». Agitant la menace d'une alliance tactique sur ce point avec le PCF : « d'autres formations y sont opposées », il a accusé Giscard d'avoir choisi ce sujet pour ôter « toute crédibilité » à l'UDR ; il a refusé que l'UDR « se couche » « devant ce chiffon rouge qu'on agite sous son nez, cette provocation ».

Libertés de réunion dans
les établissements scolaires :

HALTE AUX DÉCRETS HABY !

Lundi, 12 h 30, au Lycée Buffon (Paris 15^e) devait se tenir un débat sur le thème « la situation en Chine après la défaite du groupe des 4 ». A cette réunion, devait participer Roger Aubert (du Secrétariat de l'UCJR). C'est en vertu du décret Haby que l'administration a interdit la réunion, refoulant tous les participants, parce que « l'entrée de l'établissement est interdite à toute personne étrangère ». Aujourd'hui, les décrets Haby donnent même le droit de traîner devant les tribunaux toute personne, comme elle l'a déjà fait pour Papinski.

L'Union de la Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

appelle tous les élèves à s'opposer coup par coup à chaque application des décrets Haby, qui visent à étouffer les élèves dans les ghettos scolaires et à interdire l'expression des révolutionnaires, des ouvriers, dans les écoles.

Communiqué UCJR

● APRES PRADEL :

René Dugrand, conseiller général du PCF, a déclaré : « Nous n'avions pas les mêmes options politiques, mais j'estimais tellement sa cordialité, son amabilité, son ouverture. Je ne l'oublierai pas facilement. C'est plus qu'un collègue qui s'en va ».

problemes 21
du
marxisme-leninisme1-A PROPOS DE L'OC GOP
ET DE RÉVOLUTION

On a vu hier qu'une des principales critiques que font les camarades de l'OC-GOP à notre Parti concerne ce qu'ils appellent son « avant-gardisme », sur le caractère « autoproclamé du parti ». Cette critique à notre sens n'est pas fondée : si elle traite d'un danger effectif qui peut constituer cette notion « d'avant-gardisme », elle ne caractérise aucunement ce qui est la démarche et la pratique de notre parti.

Avoir un comportement « avant-gardiste », c'est considérer que le parti une fois créé est tout édifié, c'est considérer que les tâches d'édifications du parti sont pour l'essentiel achevées, que le parti constitue déjà l'état-major reconnu de la classe ouvrière. Est-ce que l'on peut prétendre honnêtement que cette attitude est bien caractéristique de notre Parti ? Evidemment non ! C'est bien justement parce que nous estimons que l'édification du parti constitue tout un processus, parce que nous estimons que le parti ne peut s'affirmer comme l'état-major reconnu de la classe ouvrière qu'au terme de luttes de grande ampleur contre le révisionnisme, c'est pour ces raisons que nous avons pris en main, depuis un certain nombre d'années déjà, les tâches d'édification de ce parti. Nous savons que progresser dans l'élaboration d'une ligne politique, dans la liaison avec les masses, exige de progresser dans l'assimilation et l'application du centralisme démocratique, de la ligne de masse, exige de faire fusionner la vérité universelle du marxisme-léninisme, avec la pratique concrète de la révolution dans notre pays. Mais faire cela, qu'est-ce d'autre que d'agir en Parti ?

Est-ce là le reproche que nous fait l'OC-GOP ? Dans ce cas-là, il ne semble guère fondé. Alors que reste-t-il de la critique de l'OC-GOP ? Nous accuse-t-on de nous considérer comme l'état-major reconnu de la classe ouvrière, c'est nous porter une critique que nous dément tout ce que nous faisons et l'OC-GOP le sait bien ! Nous accuse-t-on de nous proclamer parti alors qu'il existe d'autres organisations qui se réclament du marxisme-léninisme ? Là non plus, la critique ne vaut pas, car nous ne nions pas l'existence de plusieurs organisations qui se réclament du marxisme-léninisme, et pour nous agir en Parti, c'est mener la lutte pour l'unification sur la ligne marxiste-léniniste qui naît et se développe dans la lutte contre les lignes erronées. C'est le sens de notre démarche unitaire. L'OC-GOP est-elle en désaccord avec une telle démarche ?

En fait, ceux qui ont un comportement « avant-gardiste », c'est ceux qui posent à la création du Parti toute une série de conditions, entre autres celle d'être devenu l'état-major effectif de la classe ouvrière. Procéder ainsi, c'est nier le processus qui peut conduire à une telle situation, c'est nier que la constitution du parti en état-major de la classe ouvrière, est l'aboutissement de ce processus, et ne tombe pas du ciel. Agir en parti, prendre en main la conduite consciente de ce processus, c'est notre démarche, et ce n'est pas celle de l'OC-GOP. Parce qu'il nous faut interroger nous-mêmes les camarades de l'OC-GOP sur le bien-fondé de leurs positions. Ils notent la nécessité de faire des propositions politiques mais comment sont-elles élaborées ? Comment caractérisent-ils leur propre organisation ? Une organisation révolutionnaire ? Un pôle politique ? Il s'agit donc bien tout de même d'une organisation : en quoi se distingue-t-elle d'un parti ? Le fait de ne pas traiter nettement et clairement ce problème porte le danger de confusion. Car dans la pratique, ce problème trouve nécessairement une solution, consciente ou non. S'agit-il donc d'une organisation qui serait « en quelque sorte » un parti communiste, qui emprunterait certains traits à celui-ci, mais certains seulement ? Et en quoi cette imprécision apporte-t-elle une solution à la question de la ligne et de la liaison avec les masses ? En quoi par exemple, est-elle une garantie contre les dangers opportunistes ? Les positions prises par l'OC-GOP ne répondent pas à ces questions. En réalité, il semble bien que pour eux le Parti Communiste ne peut être créé que s'il est déjà largement édifié. Mais il s'agit là d'un cercle vicieux, qui nie la nécessité du moment spécifique de la création, ou la subordonne à une avancée dans l'édification même, alors qu'elle est une condition de celle-ci.

(à suivre)

LUTTES OUVRIÈRES

Après le lock-out de RPT
(Péage de Roussillon)

JOURNÉE D'ACTION CGT DANS LES TEXTILES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES AUJOURD'HUI

Aujourd'hui 30 novembre, la CGT organise dans les entreprises du Textile artificiel et synthétique une journée nationale d'action. C'est le jour de la réunion de la Commission paritaire sur l'emploi qu'elle doit donc se dérouler. Après les propos de Renaud Gillet à Lille, il y a tout juste une semaine, confirmant une nouvelle phase de restructuration du secteur et les 1 500 000 chômeurs européens, les travailleurs vont protester là «contre les licenciements et le chômage partiel qui se développent dans la branche».

Gauchy, Roanne, Péage-Roussillon, à des stades divers, les ouvriers du trust Rhône-Poulenc (dont le dirigeant est précisément Renaud Gillet !) sont en première ligne. Avec eux, les travailleurs du textile artificiel et synthétique seront vigilants à l'encontre de cette Commission sur l'emploi ou plutôt sur le chômage ! La CGT appelle par ailleurs à une manifestation à Paris aujourd'hui, devant le siège de l'Union des industriels textiles.

FACE A L'INTRANSIGEANCE DE LA DIRECTION LES TRAVAILLEURS DE RPT (PÉAGE) POPULARISENT LEUR LUTTE :

Vendredi, les ouvriers de Rhône-Poulenc Textile (Péage de Roussillon) sont intervenus à la gare SNCF de Lyon-Perrache avec tracts et banderoles, pour faire connaître leur lutte pour l'emploi et dénoncer le récent coup de force de la direction (le lock-out). Lundi 29, les syndicats rencontraient la direction générale qui a réaffirmé qu'il n'y aura pas de reprise, tant que l'occupation de la filature continuerait.

Correspondant Lyon

Auber et Duval (Neuilly)

Réintégration de la déléguée CFDT

Trois usines : à Genevilliers, à Neuilly (où se trouve le siège social), à Ancize (63) : ainsi se présente la Société Auber et Duval, spécialisée dans la fabrication d'aciers spéciaux. Depuis toujours, la direction de l'entreprise s'est employée à empêcher toute implantation syndicale. A l'usine de Neuilly, elle multiplie ses attaques contre la section CFDT existant depuis un an et demi. Ainsi, dernièrement, une candidate aux élections sur la liste CFDT s'est vue obligée, sous la pression (et devant témoins) de signer une lettre disant : «que son nom avait été abusivement utilisé par la CFDT». La section CFDT a décidé de dénoncer cette atteinte aux libertés syndicales par le biais d'un tract. Suite à cela, la direction vient d'engager une procédure de licenciement contre la déléguée syndicale, qui pour le moment est mise à pied. Il n'est pas question de laisser plus longtemps agir la direction. Aussi, vendredi soir, les UL CGT et CFDT de Genevilliers et Levallois se sont rencontrés : une première riposte a été décidée : affiches, motions à signer, lettre ouverte à l'inspection du travail, tracts distribués dans toutes les usines du groupe et appelant à se mobiliser.

Réintégration de la déléguée syndicale !

HÔPITAL St ANTOINE :

A propos du dernier sondage de la direction sur la cantine

On peut déjà répondre à la première question en disant que personne n'est satisfait du fonctionnement du réfectoire, y compris le personnel qui y travaille. Seulement, y répondre par oui ou par non, n'a aucune signification : c'est une manipulation. Il faut en premier lieu en changer les causes.

Si le nombre de repas servis au personnel est passé de trois cents en 1969 à près de sept cents aujourd'hui, le personnel de la cuisine et du réfectoire n'a pas été augmenté en nombre.

Les locaux actuels, leur disposition, les équipements, ne permettent plus, en rapport avec le nombre de repas servis, d'assurer un service normal.

Le sondage nous parle d'amélioration, de rapidité des services...

Les véritables questions (pénurie de personnel, inadaptation des locaux) sont soigneusement éludées.

Alors ce sondage pour quoi faire ?

Est-ce une préparation «psychologique» à un futur passage de la cuisine à un éventuel traiteur, comme ce fut le cas à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu pour le réfectoire et la nourriture des malades ?

SAVIEM (Blainville) :

QUAND LA CGT VEUT "RECONQUÉRIR LES MARCHÉS EXTERIEURS"!

La Saviem-Blainville a annoncé pour les 7 600 travailleurs un chômage partiel de cinq jours en fin d'année. La CGT, à cette occasion, relance la polémique sur la nationalisation et réclame «un plan d'urgence du véhicule industriel». Louis Sauvaget, responsable de la Fédération des Métaux CGT, des délégués CGT de la Saviem, flanqués d'un expert auprès du Comité Central d'Entreprise, F. Signorino ont fait connaître ce «plan d'urgence».

C'est au nom des «difficultés économiques» que connaîtrait la production française sur les marchés, face à la concurrence internationale accélérée, que la direction de la Saviem tente de justifier sa décision d'un chômage partiel de fin d'année. De fait, le secteur du véhicule routier rencontre des problèmes pour s'imposer et même se restructurer : de nouveaux créneaux commerciaux sont à trouver sans doute pour les gammes de véhicules produites par les unités du groupe Saviem-Berliet. La CGT dénonce en outre une «dépendance technique croissante (importations d'organes essentiels des véhi-

cules d'Allemagne, achats d'équipements et organes extérieurs...)». La Fédération des Métaux souligne en conséquence que «le chômage technique n'est pas un

DU CONCORDE A LA SAVIEM, DES SOLUTIONS RÉVISIONNISTES

Dans l'examen même de la situation posée chez Saviem-Berliet, les responsables CGT des Métaux baignent dans les positions du P«C»F de «défense de l'économie nationale». Pour eux et leur expert Signorino, il s'agit de placer Saviem et Berliet en bonne position sur ces marchés internationaux où les entreprises de poids lourds semblent en difficulté pour défendre les positions de l'impérialisme français et s'inquiètent plus de savoir

révisionniste sur l'avenir de la Saviem. Se félicitant d'«avoir contribué à sauver la Saviem de la domination étrangère, en préconisant le rapprochement avec Berliet (qui arrive malheureusement un peu tard)», les dirigeants CGT des métaux s'estiment en mesure de proposer des mesures d'urgence : leur «règle d'or» ? Faire en sorte que Saviem livre autant qu'elle achète (rééquilibrer les investissements «sous le contrôle démocratique des élus» ; «reconquête des marchés extérieurs en priorité»). Le tout s'effectuant dans le cadre de la «nationalisation de tout le véhicule industriel» et l'intégration au groupe Renault «plus réels» (statut unique, constitution d'un Comité Central d'Entreprise unique pour tout le nouveau groupe Renault intégré)...

INTENSIFIER LA PRODUCTION POUR GAGNER LES MARCHÉS

Et même, allant plus loin encore dans la préfiguration des solutions capitalistes d'Etat chères au P«C»F et à ceux qu'il influence, Signorino «pour empêcher que le secteur français du poids lourd soit victime des mêmes abandons que Concorde ou le France» propose d'intensifier «le développement des fabrications d'organes mécaniques-clés pour les poids lourds, le matériel agricole ou les engins de travaux publics». Pour cela, il vante, en exemple, «la révolutionnaire boîte de vitesse sélective 350» construite à Blainville. On voit ce que cela peut signifier en rendement, par exemple ! Autant de raisons ensuite de préconiser en matière de formation et de développement du rôle et de l'initiative des ingénieurs, cadres et techniciens de Saviem-Berliet des moyens nouveaux. Quant aux ouvriers frappés par l'annonce du chômage partiel et confrontés au laminage de leur pouvoir d'achat, rien ne leur est proposé, rien pour les mobiliser, si ce n'est la proposition d'un salaire minimum à 2 625 F... sans qu'aucun moyen soit tracé pour les arracher !

Le rapprochement des échéances du chômage de fin d'année, les débats en cours sur la manière d'y répliquer, voilà par contre une situation sur laquelle les responsables révisionnistes qui dominent la CGT des Métaux sont déjà en train de se faire interpellé par les travailleurs.

A Saviem, l'urgence est là : faire échec au plan Barre, au chômage partiel ! Les travailleurs ne se battront pas pour les plans de «reconquête des marchés extérieurs» tracés par les experts du Programme Commun !

S.R.



LES POSITIONS DE LA SECTION CFDT

Si nous sommes pour la transformation de la cuisine, la modernisation des équipements, pour l'embauche de personnel en nombre suffisant ; cela peut et doit se faire dans le cadre de l'A.P.

Nous nous opposons fermement à toute implantation d'un traiteur privé !

(Extraits de la déclaration de la CFDT St-Antoine)

moyen de résoudre les problèmes mais une tentative patronale pour refroidir la combativité ouvrière et préparer une politique de liquidation». Et il est vrai que les manœuvres patronales contre l'emploi risquent de s'amplifier : on craint des menaces, par exemple, sur le secteur mécanique (2 000 personnes) le Saviem-Blainville...

pourquoi il n'y a que 48% de véhicules routiers de plus de six tonnes immatriculés en France qui soient français», que de comment va s'organiser la riposte au chômage partiel ! Cette insistance à dénoncer «le bradage de la branche à l'étranger» et à condamner «la priorité des investissements accordés aux groupes privés» forme l'essentiel de la campagne

Société Nouvelles des Tanneries Françaises

Encore la restructuration et 210 licenciements !

Ainsi, la Direction de la Société Nouvelle d'exploitation des Tanneries Françaises a annoncé il y a plusieurs jours 172 licenciements dans son usine du Puy, 38 à son usine de Bort les Orgues, dans le département de la Corrèze. C'est la restructuration à nouveau. A nouveau, car on se souvient qu'en février 1974 un premier dépôt de bilan avait lieu déjà à l'usine d'Annonay. Ces licenciements ont lieu dans les deux usines

sont d'ailleurs préparés depuis longtemps par la Direction, sous divers biais : les départs n'étaient pas remplacés, il n'y avait plus d'embauche, autant de signes avant-coureur. Elle a même tenté et réussi dans plusieurs cas, à ce que des travailleurs jeunes pour l'essentiel partent «volontairement» à coups d'indemnités, des jeunes qui aujourd'hui ont d'ailleurs quitté la région, le travail s'y faisant de plus en plus rare. Et cela la

majorité des travailleurs qui sont restés le savent et c'est bien pour cela qu'ils ne sauraient accepter d'être mis à la rue. Il y a quelques jours déjà, alors que les licenciements venaient d'être annoncés, ceux-ci ont effectué un premier débrayage. Pas un seul travailleur ne manquait à l'appel des syndicats ! Non, pour les travailleurs il n'y a pas «d'excédent d'effectifs» !

LUTTES OUVRIÈRES

La Rochelle :

Aux chantiers navals DES ACTES DE REPRESSION PATRONALE RAREMENT ATTEINTS

On s'en souvient : au printemps de cette année, les travailleurs métallurgistes de huit entreprises de la Rochelle passent à l'offensive, ensemble, pendant plusieurs semaines : refusant de payer la crise, ils exigent entre autres l'augmentation des salaires !

7 mois après, la direction des chantiers navals engage

une répression des plus féroces, rarement vue :

- deux délégués CGT et CFDT sont inculpés sous la loi «anti-casseurs» pour avoir, avec leurs camarades, occupé la chambre patronale.

Mais la direction en mettant en place des structures pour faciliter la répression fait un pas de plus : des

«commissions» vont être créées où participeront direction, chefs d'atelier, maîtrise et qui auront pour but de «mettre au pas» les travailleurs. Une «commission heure» va être mise en place où les absences seront «analysées» et réprimées systématiquement ; chaque absence «non motivée» sera, par le biais du bureau de pointage, signalée aux chefs d'équipe, qui devront systématiquement sanctionner.

De plus, quatre lettres d'avertissement vont être envoyées aux délégués CGT pour «dépassement d'heures de délégation» alors que jusqu'ici, celles-ci étaient payées. (Un avantage acquis).

Instaurer une discipline de fer, écraser le moindre acte de révolte, supprimer une partie importante des droits acquis par les travailleurs et leurs organisations syndicales, depuis plusieurs années : voilà les objectifs que

s'est fixés simultanément la direction, espérant ainsi faire payer aux travailleurs des chantiers navals, la longue lutte qu'ils ont menée, réduire à néant les instruments et les moyens qu'ils avaient construits et imposés pour cela.

Mais pour la direction, cela ne suffit pas : elle a décidé d'ajouter aux mesures répressives déjà prises la pratique de l'enquête systématique envers les travailleurs récemment embauchés durant la période d'essai qui est de trois mois. Pratique qui est rentrée en action il y a quelques jours : vendredi, un travailleur récemment embauché vient de se voir signifier son licenciement.

Mais à trop vouloir jouer avec le feu, il risquerait bien de s'étendre. Déjà un mouvement de protestation a eu lieu vendredi à l'annonce du licenciement.

Manubat-Pingeon (Belley) :

REFUSONS LE NOUVEAU «DÉGRAISSAGE» !

Le trust Manubat-Pingeon a décidé que dans sa filiale de Belley, dans le département de l'Ain, le nombre de grues produites quotidiennement jusqu'ici, serait le même à l'avenir. Il a décidé aussi parallèlement, et c'est là que les choses risquent de ne pas aller tout à fait toutes seules pour la direction, de «dégraisser» quelque peu les effectifs. En clair, sur les quarante huit ouvriers que compte l'usine, un certain nombre sont menacés de licenciement. Quant aux autres, ils devront faire quelques travaux en plus, «mettre les bouchées doubles».

Ce dégraissage en fait, porte un nom : c'est de restructuration qu'il s'agit, restructuration commencée il y a maintenant deux bonnes années.

A cette époque (1974), le trust Manubat-Pingeon (qui fabriquent anciennement des wagons SNCF), est un des premiers fabricants européens de grues de tous calibres. Il fabrique aussi secondairement, des engins

de chantier (bétonneuses, etc...). Une bonne partie de la fabrication est vendue à l'étranger. Mais dès 1974, les hauts dirigeants estiment que le seuil maximum de rentabilité n'est pas atteint, ils décideront dans un premier temps de réduire les horaires de 43 heures à 40 heures, premier moyen d'abaisser les coûts de production, puisque pour un salaire diminué, les ouvriers vont faire plus de travail. Les «accidents» se multiplieront : mutilations, mains écrasées. Un ouvrier, délégué CFDT, est tué, du matériel entreposé à proximité de la chaîne s'écrasant sur lui. Puis de nombreux licenciements auront lieu. En fait, le but poursuivi par la Direction n'a pas changé. Il s'agit de continuer dans la droite ligne poursuivie depuis ce temps là : fermer, réduire les unités de production les moins rentables, regrouper un maximum de production dans un minimum d'unités. A Belley, refusons les licenciements. Refusons de faire les frais de la restructuration !

Les marins en lutte appellent à la solidarité dans tous les ports

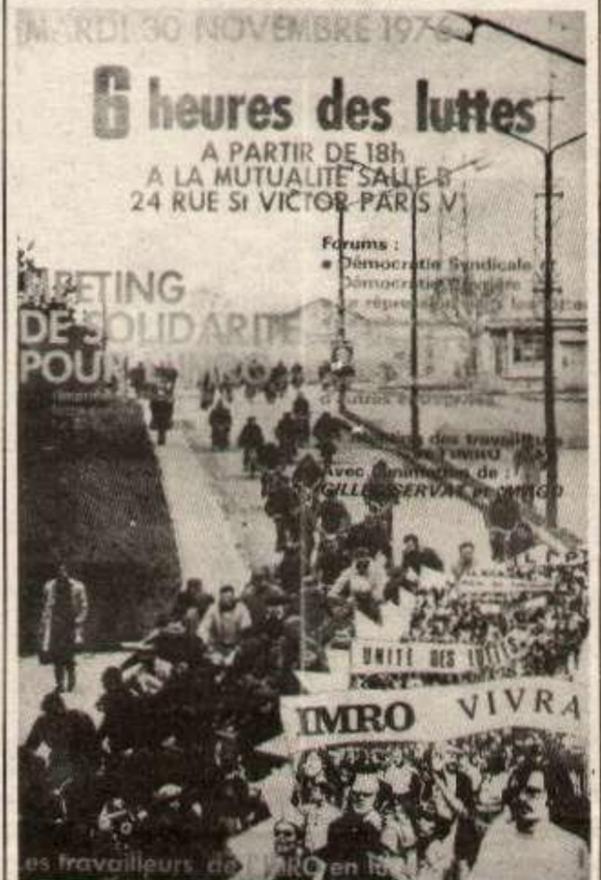
Les marins rouennais sont en lutte. Et ils appellent à la solidarité. La raison de leur arrêt de travail ? 70 d'entre eux risquent de ne plus avoir de travail à partir du mois de janvier 1977 : c'est en effet à cette date qu'un train de dragage doit être désarmé. La direction du port autonome de Rouen observe le silence le plus total. Les marins rouennais qui continuent la lutte viennent de lancer un appel à la solidarité active dans tous les ports français.



LES CARÈNEURS DU «FRANCE» EN GRÈVE : Les ouvriers travaillant à la réparation de la coque du paquebot «France», comme ont le sait en cale sèche au Havre, ont décidé d'arrêter le travail. Les carèneurs qui devaient commencer des travaux de peinture ce week end, entendent voir satisfaites leurs revendications qui pour l'essentiel portent sur une augmentation de salaire. Des négociations de valent avoir lieu hier.

Pour le soutien aux travailleurs de l'IMRO

Gala à la Mutualité
le 30 novembre



Appel des travailleurs de l'IMRO en lutte.

En 1974, la direction de l'IMRO annonce trente-cinq licenciements et la suppression de tous les avantages acquis. La riposte est immédiate pour refuser les licenciements. Après huit jours de grève, la direction recule. Et malgré le recul patronal, l'action des travailleurs fut désavouée par la Fédération du Livre CGT parce que nous n'étions pas passés par les procédures de conciliation.

Un an après, ce fut la fermeture de l'entreprise. Cent dix-neuf licenciements, dont douze cadres et vingt-cinq employés. Les travailleurs décident d'occuper leur entreprise en riposte à la liquidation de biens, sur les revendications suivantes : réouverture de l'entreprise, maintien des emplois.

La participation de tous à la lutte a permis de montrer que chaque travailleur pouvait être un militant actif et responsable. C'est dans la lutte que se sont révélés les travailleurs qui avaient une véritable conscience de classe. Malgré cela, six de nos camarades ont été exclus de la CGT, le 20 septembre 1976, par un bureau syndical restreint (sur vingt-et-un membres, il n'y avait que dix présents).

Nos camarades ont été exclus arbitrairement car nous ouvrons les portes de l'imprimerie à toutes les organisations politiques, et les débats que nous avons avec celles-ci ont permis de progresser et de renforcer notre unité. Nous nous battons pour l'unité de la classe ouvrière, et c'est à chaque syndiqué, qu'il soit CGT ou CFDT, de la faire. C'est ce que nous avons pu faire au niveau de l'IMRO. Pour nous, le syndicat ne doit pas être l'instrument de quelques-uns qui pensent pour les autres, mais l'affaire de tous, de façon que le syndicat soit réellement notre outil de lutte : c'est de cette manière que le syndicat se renforce, devient un instrument réel pour les travailleurs.

Sans arrêt, nous avons pris de nombreuses initiatives : occupation de Paris-Normandie, de la cathédrale de Rouen, etc, sortie un journal Spécial Licenciements, vingt séries d'affiches, des tracts, bandes dessinées, etc.

A toutes ces initiatives, de nombreux militants, tant CGT que CFDT, ont participé. Pour populariser leur lutte, les travailleurs ont participé à toutes les initiatives de coordination des luttes. Pour rompre l'isolement où le pouvoir veut nous enfermer, pour riposter centralement, pour gagner, les travailleurs en lutte sur l'emploi ont besoin de se coordonner, de prendre des initiatives en commun.

Nous appelons les travailleurs et les travailleuses à participer au meeting-gala de solidarité à l'IMRO qui se tiendra le 30 novembre, à partir de 18 h, à la Mutualité, à Paris, pour soutenir notre lutte pour l'emploi ainsi que manifester le soutien aux six exclus de la CGT.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

NEUVIÈME CONGRÈS DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE N'APPORTE PAS SON SOUTIEN AU PROGRAMME COMMUN

Le neuvième Congrès du Syndicat de la Magistrature s'est terminé sur l'élection de son nouveau conseil syndical et sur le vote de motions à propos de problèmes soulevés au cours des trois jours de Congrès.

Le fait important de cette dernière journée qui s'exprime à la fois dans l'élection des membres du conseil syndical et dans l'adoption d'une motion sur les échéances politiques, c'est la position

prise à propos des échéances politiques. Europe N°1 qui s'acharne dans la mauvaise foi, et «L'Humanité», pour des raisons différentes, ont voulu à tout prix faire passer les positions du Syndicat de la Magistrature pour un soutien au programme commun de la gauche. Or, la position du Syndicat sur cette question, malgré ses ambiguïtés est claire au moins sur un point, le Syndicat n'apporte pas son soutien au programme commun. Est-ce un

hasard d'ailleurs si les candidats trop marqués pour leur appartenance à un des partis de l'union de la gauche n'ont pas été élus.

Nous n'avons pas manqué de souligner les limites de ce neuvième Congrès, les contradictions du Syndicat de la Magistrature. Le Syndicat se trouve aujourd'hui du fait notamment de l'avancée effectuée sur d'importantes questions, dans une phase d'hésitation, confronté à la nécessité de s'engager réellement aux côtés de la lutte des travailleurs comme il a déjà commencé à le faire en certaines occasions. Il est trop tôt pour dire dans quelle voie il s'engagera, mais une chose est sûre, les possibilités d'évolution dans ce sens existent, et le Syndicat a refusé de se lier les mains par rapport au programme commun, même s'il croit y découvrir des aspects positifs. C'est à la fois les limites et l'intérêt de ce neuvième Congrès.

MOTION SUR LES ÉCHÉANCES POLITIQUES (Extraits)

A la suite des interprétations qui ont pu être données de la position du Syndicat de la Magistrature vis-à-vis des échéances politiques, le Syndicat de la Magistrature précise qu'il n'a pas décidé d'apporter un soutien au programme commun.

A partir d'une analyse sur le rôle du juge dans la société et de ses rapports avec l'État, le Syndicat de la Magistrature constate que ses aspirations en matière de justice et de libertés étaient davantage reprises en compte par le programme de l'opposition que par l'actuel gouvernement, elles ne s'y réduisent pas pour autant. (...)

Il a considéré que même si une nouvelle majorité politique donnait satisfaction à un certain nombre des revendications du syndicat, cela ne ferait pas disparaître pour autant sa vocation naturelle de contestation et de défense des libertés.

Adopté par 148 voix contre 8 et 37 abstentions

MOTION SUR LA PEINE DE MORT

Parmi les motions adoptées, celle condamnant la peine de mort a été la plus largement commentée. Que le Syndicat prenne position contre cette peine, alors qu'elle est de plus en plus souvent prononcée : cinq fois depuis le début de l'année ! est bien sûr important. Mais d'autres motions ont été adoptées qui dans le contexte actuel de renforcement de l'appareil répressif sont tout aussi importantes.

C'est la motion demandant l'abolition de la procédure des flagrants délits, celle demandant la non-ratification de la convention anti-terroristes adoptée par le Conseil de l'Europe. Le Syndicat de la Magistrature a également pris position sur la prison clandestine d'Arcenc pour demander sa suppression ; il s'est élevé contre la proposition de loi Gerbet visant à interdire le syndicalisme dans la magistrature.

RAPPORT CHAVANON POUR LA COLLABORATION PRESSE-POLICE

Le rapport Chavanon vient d'être rendu public. Il s'agit d'un dossier de quatre vingt-dix pages établi par un «groupe d'étude sur les problèmes posés à l'information par la violence».

Ce rapport a été rédigé sous la responsabilité de Christian Chavanon, administrateur délégué de la compagnie luxembourgeoise de télé-diffusion, au cours de vingt-cinq séances de travail réunissant des journalistes, des directeurs de journaux, des représentants de la police. Le but de ce rapport était de déterminer le rôle des «média» face aux actes criminels (rapt, prises d'otages). Le rapport tente de développer les raisons de collaboration de la presse avec la police : ne pas dévoiler trop d'éléments à la radio avant l'arrestation des coupables, par exemple, dans les affaires d'enlèvements. La conclusion du rapport demande «l'établissement d'un dialogue entre la police et les responsables de l'information. Il doit être organisé afin que l'habitude et l'expérience le rendent confiant.»

En réalité, la recherche du coupable ne constitue qu'un bon prétexte. Ce que le rapport Chavanon veut faire

avancer (il l'écrit noir sur blanc), c'est l'habitude d'une collaboration dont le «Dauphiné Libéré» et les stations de radio nous ont fourni un sinistre avant-goût lors de l'arrestation de Joël Matencio.

Mercredi soir, la première chaîne de télévision récidive dans le genre avec un «jeu policier» dans la série «L'insecteur mène l'enquête». Bien que la télé ait pris soin de situer l'épisode dans un cadre apparemment abstrait, «Chez les adorateurs du cosmos», l'émission se passe bel et bien en direct, dans un château et il s'agit d'aider la police à trouver l'assassin en téléphonant ! Nous voilà bien près de «XYZ», l'émission policière bien connue en Allemagne Fédérale.

● MANIFESTATION A BELLEVILLE (CHER) CONTRE LE PROJET D'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE NU- CLÉAIRE :

Six cent personnes, dont un bon nombre de paysans ont manifesté samedi à Belleville sur Loire (Cher) contre l'implantation

Après le suicide du libraire au Touquet, le CID-UNATI crée des brigades d'auto-défense

Le mécontentement grandit à nouveau chez les petits commerçants, cristallisé à l'occasion d'une assez impressionnante série de suicides de commerçants, victimes des contrôles et des amendes du fisc (une quinzaine en quelques mois).

Une librairie du Touquet vient dernièrement de se suicider. Le fisc allait lui demander de payer une amende de 40 000 F, somme qu'elle n'aurait pu trouver qu'en vendant son fonds de commerce...

Le «blocage» des prix a entraîné la multiplication des contrôles fiscaux souvent tâtilons auprès des commerçants aisés - mais sont-ils les plus visés par le fisc ? De nombreux petits commerçants, éprouvent des difficultés réelles face à la concurrence de leurs collègues, des grandes surfaces, mais aussi à cause de la baisse de la consommation des tra-

vailleurs, dont le pouvoir d'achat diminue. S'appuyant sur ce mécontentement réel, le CID UNATI, qui cherche à se remettre en selle (il a perdu l'année dernière un grand nombre d'adhérents et d'électeurs) tape du poing sur la table par l'intermédiaire de son chef, Nicoud.

Il viendrait de créer une «brigade d'auto-défense» dans les départements du Val-d'Oise et des Yvelines composée d'une centaine de sportifs sous la direction d'un lieutenant colonel de réserve. «Cette brigade s'entraînera régulièrement au combat à mains nues et fera des patrouilles dans les deux départements pour que les contrôles fiscaux se passent correctement...» a précisé le responsable local du CID UNATI. Avec ses coups de gueule, le CID UNATI tente de bricoler une fausse unité des commerçants face au fisc sur des bases sentimentales et ultra corporatistes. Or c'est justement cette fausse unité qui est à remettre en cause, car pour une série de petits commerçants, (les plus en difficultés) la question qui se pose aujourd'hui est bien de rejoindre le combat de la classe ouvrière et des masses populaires contre le plan Barre, pour le renforcer. Mais cela n'ira pas, c'est une nécessité, sans rejeter la voie réactionnaire du corporatisme.

Pierre PUJOL

PAS DE LIMITE DE VITESSE POUR LE PRIX DE L'ESSENCE

Bizarre cette unanimité des radios et des chaînes de télévision à nous parler des limitations de vitesse sur les routes tout au long de cette fin de semaine. Poniatowski a insisté pour que les sanctions pour excès de vitesse soient plus sévères et immédiates. Pour un dépassement de vitesse important en plus de l'amende qui varie de 160 F à 600 F on risque le retrait du permis de conduire. D'Ornano au dernier conseil des ministres attribuait aux excès de vitesse une partie du déficit pétrolier et donc des mauvais résultats de la balance commerciale, d'où paraît-il cette sévérité accrue pour les excès de vitesse. D'où également cette propagande sur

mobilistes comme on essaye de culpabiliser tous ceux qui chaufferaient trop en hiver, ce seraient eux les responsables des difficultés économiques du pays.

Cette opération limitation de vitesse vise à préparer l'opinion à une nouvelle augmentation du prix de l'essence. C'est en effet au cours du mois de décembre que les pays de l'OPEP doivent décider d'une augmentation du prix du pétrole. Barre a déjà laissé entendre qu'une nouvelle augmentation de l'essence pour le début de 77 était prévisible. Le raisonnement simpliste que nous prépare le gouvernement est le suivant : vous roulez trop vite,



les ondes, ces reportages insistants qui montrent que les conducteurs sont des mauvais citoyens, qu'ils roulent pour la plupart au dessus de la vitesse autorisée. Certes, la consommation d'essence croît avec la vitesse, certes il y a des excès de vitesse, mais ce subit accès de surveillance des routes a certainement d'autres buts que de faire respecter les limitations de vitesse.

Par ce moyen, on veut d'abord culpabiliser les auto-

vous gaspillez l'essence, le seul moyen pour vous obliger

Un peu trop simpliste toutefois, car s'il y a une chose pour laquelle il n'y a pas de limitation de vitesse, c'est la hausse des prix. Au fait, le gouvernement nous avait promis qu'ils seraient bloqués à partir du 15 septembre, et ils ont déjà augmenté de 0,9 % en octobre...

LE FISC FAIT CHANTER AZNAVOUR ET JOHNNY STARK

Aznavour a de nouveau des ennuis avec le fisc pour avoir oublié quelques millions dans ses déclarations fiscales. Le doyen des juges de Versailles a même envoyé contre lui un mandat d'amener pour non présentation au tribunal le jour prévu.

L'imprésario Johnny Stark connaît des problèmes similaires. Il est accusé d'avoir dissimulé 8 400 000 francs de revenus pour les années 70 et 71 par l'intermédiaire d'une société suisse.

Aznavour se plaint d'être persécuté, à l'en croire, il ne posséderait plus rien «à part une maison par ci, une maison par là» !

Chaque année à cette époque, des vedettes sont poursuivies par le fisc à grand tapage, pour nous faire croire à la justice fiscale du système, alors que tombent les impôts locaux et qu'approche la déclaration de revenus.

● SEVESO : LA DIOXINE A TUÉ : La dioxine a tué une nouvelle fois à Séveso. En juillet, le nuage toxique échappé de l'usine Icmesa de Seveso faisait un mort et quarante-trois blessés. Pasquale Mollica, quarante-neuf ans, ouvrier à l'Icmesa est mort d'un cancer du foie. Ce cancer s'est déclenché avant l'acci-

dent, mais les conditions de travail dans cette usine où les travailleurs étaient en contact permanent avec des produits dangereux. De plus, la quantité de dioxine libérée massivement lors de l'accident de juillet n'a pu qu'accroître le mal de Pasquale Mollica.

LA PROPOSITION DE TRAITE DES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

BREJNEV VEUT PROTÉGER SES TROUPES «PARTOUT DANS LE MONDE»

Le projet de traité formulé par les pays du pacte de Varsovie à l'égard des pays signataires du document final de la conférence d'Hel-

sinki prévoit notamment dans le deuxième article que les Soviétiques auront des troupes hors de leur Etat, pas seulement en Europe de l'Est où il y a déjà plus de 500 000 Soviétiques «sur le pied de guerre» comme le disait leur ministre Oustinov, «pour défendre le socialisme», comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie et en Angola, c'est-à-dire pour agresser. Non, leur traité ne se contente pas de cela : ils prévoient d'avoir des troupes partout dans le monde : c'est déjà le cas pour leur flotte. Mais ils envisagent aussi que ce soit le cas de toutes les forces armées.

missiles nucléaires tactiques. Voilà la signification que Brejnev donne à l'engagement de ne pas utiliser les premiers l'arme nucléaire : «Mes chars ont le droit d'aller partout dans le monde, sans que vous ayez le droit de riposter par les moyens que vous jugez bons».

Cette proposition soviétique montre ce que l'URSS entend par «traité de paix» : des traités qui consacrent sa puissance, et sa supériorité. Ici le cynisme est poussé jusque dans ses limites extrêmes : sous prétexte de paix, il veut faire admettre comme naturel et reconnu que les troupes russes puissent se trouver en toutes régions du globe terrestre. Dans la disposition actuelle des forces soviétiques, il veut ainsi faire admettre qu'elles peuvent se trouver «en toutes régions» en Europe même. C'est un préparatif direct à l'agression.

DES TROUPES
TOURNÉES
CONTRE L'EUROPE

Où va leur flotte ? 75 : des sous-marins sont dirigés vers l'Europe, deux flottes permanentes ont été créées, l'une en Méditerranée, l'autre dans le Nord : elles encerclent l'Europe. Où vont leurs troupes ? Les blindés soviétiques en Europe de l'Est, les avions à moyen rayon d'action qui consacrent la supériorité soviétique en Europe Centrale sont tournés vers l'Europe. La proposition soviétique est un aveu de ses visées agressives dans le monde entier, mais particulièrement en Europe. C'est le comble du cynisme : l'URSS demande des garanties pour ses troupes d'invasion ; un tel traité voudrait dire que si les troupes soviétiques parvenaient jusqu'en France, il serait interdit de bloquer leur avance en utilisant des Plutons,

G. CARRAT

● EXTRAIT DU TRAITE
DU PACTE DE VARSOVIE : Les pays signataires s'engageraient :

1) A ne pas être les premiers à utiliser l'arme nucléaire l'un contre l'autre sur terre, sur mer, dans l'atmosphère ou dans l'espace.

2) L'engagement prévu à l'article 1 s'étend non seulement aux territoires des Etats mais aussi à leurs forces armées en toutes régions du globe où elles se trouvent.

3) Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

YUGOSLAVIE : LES USA IMPOSENT LEURS CONDITIONS

La Yougoslavie a été obligée d'accepter les conditions imposées par les Etats-Unis sur les ventes de matériel perfectionné tels qu'ordinateurs et leurs composants.

Pour y parvenir, les Américains se sont livrés à un véritable chantage : prenant prétexte que les Yougoslaves auraient livré et revendu certains de ces produits aux Soviétiques à la suite d'un marché précédemment passé, les Américains ont d'abord bloqué toutes les livraisons, bloquant ainsi les projets yougoslaves, puis ont exigé d'eux qu'ils acceptent que les experts américains puissent faire des contrôles sur les produits livrés notamment acceptent des visites sur le terrain, dans les installations yougoslaves elles-mêmes.

Ainsi, la brutale tentative soviétique à l'égard de la Yougoslavie encore réaffirmée par le voyage de Brejnev sert aux Etats-Unis de prétexte pour accentuer leur pression sur le pays. Ainsi tout en défendant son indépendance, la Yougoslavie doit faire face à des pressions croissantes : tout pas en avant des Soviétiques conduit à ce que les Américains interviennent plus brutalement en riposte aux tentatives soviétiques.

LE MINISTRE AMÉRICAIN DES FINANCES EMMÈNE 230 PATRONS A MOSCOU

La plus grande délégation d'hommes d'affaires américains jamais réunie se trouve à Moscou accompagnant le secrétaire d'Etat américain William Simon qui assiste à la réunion du Conseil soviéto-américain de commerce. Les 230 hommes d'affaires veulent semble-t-il donner une impulsion nouvelle aux relations commerciales soviéto-américaines. L'URSS connaît un déficit commercial permanent avec les USA depuis 1969. Tandis que tout un courant critique cette politique américaine qui conduit à donner les

moyens à l'URSS d'accélérer la production et l'amélioration de ses armements, un autre courant apparemment très fort également au sein même des USA juge que l'extension des relations commerciales permet de sauvegarder la paix, en améliorant le climat entre les deux super-puissances. C'est dans ce cadre que le ministre américain du Trésor a emmené dans ces valises une très forte délégation. Ces deux positions sont deux façons dont les USA envisagent le partage de l'Europe avec l'URSS.

Sahara : Nouvelles victoires

Poursuivant sa lutte contre l'occupation étrangère, les combattants du Front Polisario ont à nouveau infligé de lourdes pertes en hommes et en matériel aux troupes d'Hassan II.

Dans un communiqué, le Front signal une opération contre les troupes marocaines à Daouda le 18 novembre, une autre à Abettih, une autre à Armgalla, faisant plusieurs dizaines de morts et détruisant des véhicules militaires. Le 22 novembre l'armée de libération sahraoui a attaqué sur le front sud les forces mauritaniennes à Bir Moghreim.

En même temps le Front Polisario montre que la porte reste toujours ouverte pour des négociations avec le Maroc, pourvu qu'il reconnaisse les droits légitimes du peuple sahraoui

Ce point de vue est développé dans une lettre du premier ministre de la République Sahraoui démocratique au premier ministre marocain. Il y déclare notamment «L'aventure de votre roi est vouée à l'échec... Vous n'êtes pas sans savoir que vous êtes isolés dans le monde. Le continent africain s'est rangé du côté du droit, le «monde libre» dont vous défendez les intérêts est du côté du peuple sahraoui, l'ONU a affirmé de nouveau que le dossier du Sahara restera ouvert, et que le peuple sahraoui poursuit son combat jusqu'à l'établissement de son autorité sur l'étendue de son territoire... Nous vous conseillons de réviser votre politique et de mettre fin à l'effusion de sang. La marche de l'histoire n'est pas en faveur de votre trône».

du F. Polisario



L'ALBANIE SOCIALISTE A 32 ANS

Le 29 novembre 1944, le peuple albanais se libérait de l'occupation fasciste et du pouvoir réactionnaire des féodaux et de la bourgeoisie. Cette libération était le fruit d'années de luttes héroïques sous la direction du Parti du Travail.

Depuis, le peuple albanais, sous la direction de son Parti, est allé de victoires en victoires dans l'édification du socialisme et dans le renforcement de la dictature du prolétariat contre le révisionnisme venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Alors qu'il était le pays le plus déshérité d'Europe, il a construit une économie socialiste prospère développant largement les ressources agricoles et industrielles nationales, tenant «d'une main la pioche, de l'autre le fusil». Il a tenu tête victorieusement en 1948 aux ingérences du révisionnisme yougoslave et après le XX^e Congrès du PCUS contre les menaces des révisionnistes Khrouchtchev et Brejnev qui s'opposaient à la juste ligne révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie et voulaient soumettre à leurs vues le peuple albanais, portant atteinte à son indépendance nationale. Le peuple albanais s'est mobilisé pour résister aux pressions économiques de l'URSS.

C'est une nouvelle étape qui est définie en 1967 au Congrès du Parti du Travail d'Albanie, celle de l'«édification socialiste intégrale». Le socialisme devant être l'œuvre des masses elles-mêmes, il s'agit de renforcer la dictature du prolétariat, de lutter contre les conceptions bourgeoises ancrées dans la conscience des hommes.

En même temps qu'il développe la production, le peuple albanais engage la lutte contre le bureaucratisme en exerçant le contrôle ouvrier sur les entreprises, mais aussi dans tous les domaines (enseignement, santé, culture, etc...). Cette lutte s'appuie sur une réduction de la base matérielle des idées bourgeoises : réduction des enclos individuels, d'une grande partie des stimulants matériels.

Exemple enthousiasmant de la lutte contre le révisionnisme et de la dictature du prolétariat, l'Albanie socialiste est aussi pour les peuples du monde l'exemple d'une lutte inlassable et intransigeante pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme et le social-impérialisme.

TURQUIE : SÉISME ET TEMPÊTE DE NEIGE

La tempête de neige qui se déchaîne dans l'Est de la Turquie rend très difficiles les secours aux victimes du tremblement de terre. On craint que beaucoup de sans-abris ne meurent de froid. Tous les hommes de dix-huit à soixante-cinq ans sont mobilisés pour frayer le chemin jusqu'aux villages isolés ; en effet la tempête de neige interdit une approche par hélicoptère. Le nombre des victimes pourrait atteindre 5 000, mais l'organisation des secours s'avère urgente pour éviter qu'il y en ait d'autres, à cause de la faim et du froid.

L'organisation des secours a été marquée par un geste de solidarité de la part de la Grèce : alors que la tension subsistait ces derniers mois entre les deux pays au sujet de Chypre et de la Mer

Egée, le gouvernement grec a rétabli les relations aériennes avec la Turquie pour accélérer les secours.

Quant à l'impérialisme américain, il profite cyniquement de cette situation pour tenter de restaurer sa domination mise en difficulté en Turquie. Il a envoyé de nombreux militaires pour les secours, organisant un pont aérien. Une aide dont on sait qu'elle n'a rien de désintéressé.

● ITALIE : Plusieurs millions de travailleurs de la chimie, de la métallurgie et du livre sont en grève aujourd'hui contre l'austérité.

● ESPAGNE : L'opposition démocratique espagnole vient d'annoncer les conditions auxquelles elle accepterait de participer au référendum du 15 décembre sur la démocratisation (reconnaissance de tous les partis, amnistie totale, accès aux moyens d'information)

Ce référendum ne revêtait pas une très grande importance, il s'agit surtout pour les

partis révisionnistes et réformistes de faire monter les enchères en vue de leur future intégration au jeu politique bourgeois après les législatives l'année prochaine.

● AUSTRALIE : Pour faire face à la crise économique, le gouvernement australien a dévalué la monnaie, le dollar australien de 17,5%. La Nouvelle Zélande a pris une mesure analogue.

INTERNATIONAL

La Chine socialiste en marche

MISE EN VALEUR DES FORÊTS VIERGES

Les immenses forêts vierges de mélèzes et de bouleaux de la région du Grand Khingan dans la province du Heilongkiang au Nord-Est de la Chine sont devenues aujourd'hui après dix ans d'effort un centre de production de bois d'œuvre. En 1964, à l'appel du Comité Central, des ouvriers, des cadres, des cheminots et des soldats démobilisés ainsi que de jeunes intellectuels sont venus pour entreprendre la mise en valeur de cette forêt de 130 000 km². (soit le quart de la superficie de la France).

Au bout de trois ans d'effort, ils avaient construit un chemin de fer d'une longueur de 700 km et 4 000 km de routes.

Le centre forestier de Tayuan, par exemple ne comptait en 1965 qu'une dizaine d'ouvriers qui ont construit leurs logements et ont commencé à fournir du bois dès l'année suivante. Avec les moyens du bord, les ouvriers du centre ont mis au point des machines, fabriqué des pièces de rechange pour les tronçonneuses et ont augmenté sensiblement chaque année leur production, sans demander d'aide à l'Etat. Ce centre compte aujourd'hui 2 000 travailleurs qui disposent de magasins, d'une école et d'un hôpital. Les familles des ouvriers forestiers se sont organisées en brigades de production agricoles de telle sorte que les centres se suffisent du point de vue alimentaire : 50 000 hectares de terres ont été défrichées, sur lesquelles on cultive légumes et céréales et où l'élevage se développe.

UN PEINTRE OUVRIER

Les Éditions Artistiques du Peuple viennent de publier un «carnet de croquis et de notes d'ouvriers de Yangtsiuan» qui a connu un très grand succès : les 100 000 exemplaires de la première édition ont été rapidement épuisés. Le principal auteur de ces carnets est un jeune ajusteur nommé Ye Hsin. Avec ses camarades, il a commencé par illustrer dans le journal mural de son usine et dans des feuilles polycopiées, les épisodes quotidiens de leurs luttes : luttes de classe, luttes pour la production, l'expérimentation scientifique. Du crayon, Ye Hsin et ses camarades sont ensuite passés au pinceau, réalisant plus de 1 000 affiches depuis 1972. Au mois de juillet 1974, Ye Hsin alors qu'une lutte contre la coupure des cadres d'avec les masses se déroulait dans son usine décida de l'illustrer : les ouvriers, collèrent sur la porte du bureau de la cellule du Parti une affiche représentant un cadre en blouse et l'outil à la main, ce qui permit d'impulser la discussion à ce sujet et de faire en sorte que les cadres, à l'appel du Parti, changent d'attitudes.

Dans la seule ville de Yangtsiuan, il y a 600 ouvriers peintres. Ye Hsin n'a signé aucune de ses œuvres parce que les ouvriers n'ont jamais eu l'idée d'inscrire leur nom sur ce qu'ils produisent. Non content de créer lui-même le jeune peintre-ouvrier a à cœur de former de nombreux travailleurs dans cet art.

À TAKING LES OUVRIERS S'EMPARENT DE LA RECHERCHE

À l'exploitation pétrolière de Taking, les ouvriers participent à la recherche scientifique au sein du centre de recherches. Les ouvriers représentent près de la moitié du personnel. Sur neuf membres du comité du Parti, quatre sont ouvriers. Les travailleurs vont faire des stages dans les universités pour combiner leur expérience avec la connaissance scientifique. Le directeur du centre est un ouvrier vétérinaire qui était illettré avant la libération qui a eu la possibilité d'étudier et de procéder lui-même à des recherches.

C'est lui qui a impulsé la mise au point de nouvelles techniques permettant d'économiser la force humaine.

Quant aux cadres techniques, tout en continuant le travail de recherche, ils ont élevé leur niveau politique en étudiant le marxisme-léninisme et la pensée Mao Tsé-toung, ils se sont liés aux travailleurs en participant au travail manuel.

LIBAN

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ENTEND MENER JUSQU'AU BOUT LA LUTTE CONTRE ISRAËL

Déclaration de la direction de l'OLP

Aujourd'hui, après les derniers développements au Liban, à la suite des rencontres au sommet de Ryadh et du Caire, la Révolution Palestinienne estime nécessaire de souligner qu'en dépit de ses réserves et de son opposition à l'intervention de l'armée syrienne, et malgré son souci d'organiser toutes les forces dans le combat contre l'ennemi sioniste, elle a facilité l'entrée des forces de dissuasion arabe, composées essentiellement de troupes syriennes, elle a exécuté ses engagements découlant des accords du Caire en retirant ses forces de toutes les régions où elles avaient pris position pour défendre la Révolution et le peuple. Ceci a été accompli en dépit des restrictions apportées par les forces arabes de sécurité à nos cadres et à nos membres, tandis que les isolationnistes avaient la liberté de mouvement, transportaient librement des armes, et avaient la latitude de collaborer avec Israël dans le but d'établir une zone démilitarisée dans le Sud afin d'empêcher notre présence telle qu'elle est prévue dans les accords du Caire.

1- La direction de la Résistance Palestinienne souligne l'unité de toutes ses composantes, en tout lieu et leur engagement de préserver la Résistance Palestinienne de toute tutelle et de toute soumission, et de toute tentative de l'affaiblir ou de la liquider. (...)

3- Les tentatives d'Israël, de l'impérialisme et de certains régimes arabes de créer une autre direction palestinienne, ainsi que les déclarations opposant «extrémistes» et «modérés» visent à créer la confusion et à ôter à la Révolution Palestinienne, ses moyens de combat, en créant une direction soumise à ces régimes derrière laquelle ils pourraient se cacher. Ces tentatives visent en dernier ressort à trahir notre peuple et notre nation par un projet de règlement dont les piliers sont des projets tel que «l'union confédérale» ou «le Royaume Uni» par lesquels il serait mis fin à l'état de belligérance, avec Israël, la réconciliation avec lui serait achevée, et il serait reconnu.

Nous soulignons que la direction de la Résistance Palestinienne est issue des masses palestiniennes, elle n'a pas été désignée par une quelconque instance arabe, ni par aucun régime. Dans ce sens, elle représente la volonté du peuple palestinien, et restera engagée à la tête de ce peuple et liée à

la défense de sa cause et de sa révolution jusqu'à ce que ses aspirations nationales soient remplies.

5- La direction de la Résistance Palestinienne s'opposera à tous les projets de règlement dans la région qui ne comprennent pas les conditions élémentaires pour l'indépendance totale de la Palestine.

La direction de la Résistance Palestinienne réaffirme son rejet de la résolution 242 comme base de solution du problème de la Palestine.

6- (...) La Révolution Palestinienne réaffirme également sa détermination d'affronter le complot israélo-isolationniste dans le Sud. Elle appelle les États qui ont participé au sommet du Caire à respecter leurs engagements.

Les USA ont laissé filtrer des informations selon lesquels ils auraient servi d'intermédiaire dans un engagement pris par la Syrie à Israël au Sud-Liban. Ces informations n'ont reçu aucun démenti.

Dans un communiqué, la direction de toutes les organisations de Résistance fait le point de la situation, et définit le point de vue de la Résistance Palestinienne.

7- La direction de la Résistance Palestinienne, réaffirme son unité avec le mouvement national libanais et avec les héroïques masses libanaises et est assurée que cette unité sera renforcée par la conscience des masses libanaises et persistera jusqu'à ce que la conspiration soit abattue.

Dans ce cadre, la direction de la Résistance Palestinienne souligne son souci de mettre fin à l'effusion de sang, et que l'unité et l'indépendance du Liban soit maintenue ; elle déclare son soutien à toute

action permettant de le réaliser et par-dessus tout pour toute solution politique démocratique.

8- La Révolution Palestinienne qui suit avec fierté le soulèvement du peuple palestinien contre l'occupation sioniste et contre les manœuvres du régime jordanien, garantit de poursuivre le combat —tenant ferme contre tous les complots et tous les comploteurs— jusqu'à ce que le peuple palestinien ait reconquis ses droits nationaux et soit parvenu à l'auto-détermination sur son soi national.



Internationale Socialiste

RABIN PROPOSE UNE CONFÉRENCE POUR SA SÉCURITÉ

Le Congrès de l'Internationale socialiste s'est achevé sur un grand communiqué sur le «nouvel ordre économique mondial». Si le texte même du communiqué constate que «l'application des mécanismes de marché ne permet pas de créer les conditions de justice et d'égalité, Schmidt en tire une interprétation particulière : que la crise économique ne venait pas de l'idéologie mais d'une mauvaise gestion, par conséquent les pays du Tiers Monde n'auraient qu'à s'en prendre à eux même. Ainsi au cœur de l'Internationale se reflétaient avec les prises de position du président vénézuélien les contradictions mondiales, et dans le même temps dans cette organisation les pays impérialistes sont dominants. L'Internationale socialiste est apparue une arme des impérialistes

contre le Tiers Monde.

La vedette donnée au sioniste Rabin en est une confirmation, celui-ci est venu brailler une nouvelle fois à la tribune qu'il était prêt à négocier avec ses voisins des frontières de

paix différentes sans mettre en jeu sa sécurité et sa défense. Pour lui et pour les Mitterrand et Schmidt qui l'applaudissaient, les peuples arabes et le peuple palestinien doivent se plier à l'État sioniste.

Peres (Vénézuéla) à Schmidt : L'OPEP A MONTRÉ LA VOIE

«L'OPEP a montré la voie en prenant l'initiative dans les négociations» en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial. L'«aide» est «une hypocrisie car elle ne rejoint jamais les besoins de développement des pays pauvres». Ce but «ne peut être atteint qui si on leur paie leurs produits à un prix équitable». Tels sont les grands traits du discours du président vénézuélien Peres à l'Internationale socialiste. Même au sein d'un tel organisme, même sous la domination des Brandt-Mitterrand, la voix du Tiers Monde s'affirme.

APRÈS LES ASSISES NATIONALES
- DU NUCLÉAIRE A CHERBOURG

ATTENDRE 78, C'EST ATTENDRE QUE DES COPAINS SOIENT IRRADIÉS A MORT !

ENTRETIEN AVEC DANIEL CAUCHON, SECRÉTAIRE DE LA SECTION CFTD DE L'USINE DE LA HAGUE

«Avant les congés, on a travaillé comme des fous, pour remettre en état la machine. En deux mois, on a fait le travail de quatre mois. On était complètement crevés. Le 1^{er} septembre, on revient à la taule. On savait tous que ce n'était pas possible de la remettre en marche tout de suite, qu'il fallait encore revoir certaines cellules, faire des essais. La direction a voulu absolument la redémarrer le 3. Le lendemain, il y avait un pépin. Pas très grave, mais il réduisait à rien tout le travail de deux mois. Les mécaniciens, les électroniciens, les décontaminateurs, les dégaineurs, bref, tous ceux qui font le

boulot le plus dégueulasse, qui s'étaient le plus faits contaminer, avaient travaillé pour rien. Tout ça parce que l'administration ne veut pas reconnaître que la boîte n'est pas prête à passer au stade industriel. Les ingénieurs ont fait «comme si», et quand il y a eu le pépin, ils ont pu dire «un incident technique retarde la production», alors qu'il est impossible d'assurer la production. Là-dessus, nous avons reçu les lettres nous demandant de passer à la COGEMA, alors que la preuve n'était pas faite que les avantages acquis seraient maintenus. Ça a été le détonateur, et

chaque secteur de l'usine s'est aperçu qu'il avait eu la même réflexion».

Voilà racontée par un ouvrier de La Hague, l'origine de la grève. En apparence sur la question du statut, menacé par le passage à la COGEMA. En profondeur, parce que ces travailleurs n'acceptaient plus les conditions dans lesquelles ils travaillaient, et commençaient à réfléchir sur leur travail lui-même. A la fin des Assises, nous avons rencontré Daniel Cauchon, secrétaire de la section CFTD (majoritaire) de l'usine de La Hague.

Nous avons pris conscience de notre appartenance à la classe ouvrière

—Quotidien du Peuple : En ce qui concerne précisément votre lutte, le risque d'isolement que vous avez ressenti, qu'aurait apporté les Assises ?

—Daniel : On s'est affronté à un étouffoir politique de taille. Certains sont même allés jusqu'à insinuer que nous serions payés par les Américains pour empêcher l'usine de tourner... Alors les Assises, par leur caractère national et leur impact nous sortirent de l'isolement dans lequel le gouvernement a voulu nous maintenir. Et puis, les débats nous ont apporté des éléments concrets, en particulier sur les autres sources d'énergie, connues et nouvelles, nous permettant de montrer qu'il y a d'autres alternatives que le «tout nucléaire».

—QdP : Mais du point de vue du soutien ouvrier ? Un certain nombre de gars de La Hague, de femmes de grévistes, aussi, m'ont dit que la lutte était mal comprise à Cherbourg même.

—Daniel : Il faut connaître nos conditions spécifiques. Le centre existe depuis dix ans. On nous a souvent présentés comme des privilégiés, parce qu'on avait le statut CEA. Et la grève a démarré apparemment sur la question du statut. Alors il y a eu des difficultés. Elles se surmontent. D'abord parce qu'il y a de plus en plus d'entreprises extérieures qui travaillent à l'usine, et que la réalité du boulot y est mieux connue. Ensuite par le travail de popularisation qu'on a fait. On a soutenu les gars de Simon quand ils étaient en grève. Aujourd'hui, ils nous soutiennent. C'est vrai qu'à l'Arsenal, avec le blocage de la CGT, c'est plus difficile...

Mais surtout notre lutte dépasse le seul secteur du nucléaire. Nous avons remis en cause l'outil de travail, pour la sécurité.

On a ouvert quelque chose de nouveau, comme l'ont fait ceux d'Usinor.

Donc notre lutte contribue à la remise en cause des conditions de travail. A ce niveau, elle a été très révélatrice, et les deux mois de grève, qui sont en fait le résultat de dix ans de boulot, ont provoqué une extraordinaire prise de conscience. Maintenant, les copains ont conscience qu'ils appartiennent à la classe

Pour ce qui est de la maîtrise de notre travail, on reconnaît qu'il y a des connaissances que les ouvriers et même les techniciens n'ont pas. Mais par nous-mêmes, grâce à notre propre expérience, on a compris que la boîte n'était pas prête à passer à la production industrielle. Cela personne ne nous l'a dit, puisqu'au contraire, toute la hiérarchie prétendait le contraire. Ce qui s'est passé début septembre a montré

faire le boulot dégueulasse. Il y a autre chose. La perspective du passage à la COGEMA leur fait entrevoir une façon de progresser dans la boîte, où ils sont minoritaires. Et tu comprends bien que pour le PCF, c'est important d'avoir du poids dans le nucléaire.

—QdP : Dire ouvertement qu'il faut attendre 78 est assez grossier. Ce n'est pas tout à fait le langage des dirigeants du PCF. Le PCF ne poursuit-il pas un but plus précis ?

—Daniel : C'est exact. En fait, il semble que le passage à la COGEMA ne les gêne pas fondamentalement pour une bonne raison : leur projet, pour après 78 est similaire, c'est-à-dire créer un secteur industriel à part, nationalisé bien sûr, pour le retraitement du combustible nucléaire. Autrement dit, poursuivre la même politique en retraitant les déchets non pas en raison du danger qu'ils présentent, mais pour des impératifs de rentabilité. Rentabilité du programme nucléaire, peut-être.

—QdP : Autrement dit, la seule différence avec le projet gouvernemental c'est que ce dernier est juridiquement privé, et que celui du PCF est nationalisé ?

—Daniel : Oui. Et on peut



Des ouvriers du CEA montrant aux travailleurs de Cherbourg dans quelles conditions ils travaillent.

ouvrière, qu'ils contribuent à sa lutte.

—QdP : Au cours des débats, le divorce avec les écologistes anti-nucléaires était net. A ce propos, ne penses-tu pas que la réflexion que les travailleurs ont eue sur leur travail, sur la maîtrise qu'ils pourraient avoir de la technique, a joué un rôle important ?

—Daniel : C'est vrai qu'aux Assises sont venus beaucoup d'écologistes, en tant qu'écologistes, pas en temps que travailleurs... Parler d'écologie comme ils le font, c'est facile. Parler de conditions de travail, c'est plus difficile, c'est plus dur aussi !

que nous avons raison. A ce niveau, notre réflexion sur notre boulot nous a donné des armes dans la lutte.

Le projet du PCF

—QdP : Comment expliques-tu la non participation de la CGT au mouvement ?

—Daniel : Il y a plusieurs raisons. Celle qu'ils donnent aux travailleurs c'est : «De toute façon, le problème n'est pas celui de la COGEMA, il est politique, et il sera résolu par la nationalisation du secteur nucléaire». Autrement dit, attendre 78, et continuer à



Daniel Cauchon, au débat final : «nous continuons la lutte !»

juger dès maintenant de la signification que ça a. La COGEMA est à capitaux d'Etat. D'accord. Ça ne durera peut-être pas, si on en juge par certains précédents. Mais c'est fait pour rapporter de l'argent avant tout, capital d'Etat ou non. La COGEMA a refusé récemment de retraiter les combustibles fissurés de la centrale de Vendeloos, et ceux des réacteurs expérimentaux. Parce que ce n'était pas assez rentable de les traiter ! Ça veut dire, comme on est la seule usine européenne à pouvoir prétendre fonctionner, que les déchets en question se seraient entassés. Voilà ce que veut dire chercher la rentabilité immédiate en l'affaire. Et je ne te parle pas des risques dans la boîte même. A continuer comme on le fait, on peut s'attendre à un gros pépin.

Quel «secteur public» ?

—QdP : Du coup, certains sont amenés à se tourner vers la proposition du PS, d'un vaste secteur public du nucléaire, d'où serait exclus, «par principe», la rentabilité immédiate. N'est-ce pas une très grave illusion ? Parce que, si on en discute avec des postiers, ou des cheminots, de ce «service public», ils savent bien que c'est là aussi la rentabilisation capitaliste qui prime. Et s'il y a une telle rentabilisation, c'est bien parce que la logique capitaliste y pousse nécessairement, secteur public ou non. Or le PS n'a jamais prétendu changer cette logique, encore moins toucher à ses fondements ?

—Daniel : Il y a là une interrogation politique que doivent se poser sérieusement les travailleurs, c'est certain. En ce qui concerne le PS, Michel Roland expliquait que comme parti politique, il est soumis à certaines contraintes. Bon. Nous, on peut dire qu'il y a des militants du PS qui sont venus au Centre nous soutenir. Il y en a eu aussi du PC. Mais aucun de ces partis ne nous a soutenus publiquement. Les déclarations du député socialiste de Cherbourg ne remplacent pas une prise de position nationale. Finalement, tous deux attendent 78.

ATTENDRE 78 ?

C'est ce que propose, sans fard, la CGT de l'usine de La Hague. «Après 78, les problèmes de statuts seront réglés dans le cadre d'une société nationale», disent ses représentants, qui n'ont pas hésité à «négocier», de concert, avec la CGC, avec l'administrateur général, alors qu'ils ne participaient pas à la grève. Les O.S. de La Hague ont réfléchi à cette attente qu'on leur proposait : «On connaît notre boulot. On sait dans quelles conditions l'administration a voulu lancer la production, en septembre. Alors, attendre deux ans, ça veut dire continuer à ramasser du plutonium au pinceau dans les coins où il traîne. Attendre, ça veut dire attendre le gros pépin, attendre qu'il y ait plusieurs copains irradiés à mort, attendre que la boîte soit complètement fichue, et qu'on soit mis à la porte ! C'est ça, attendre».

Les travailleurs de La Hague n'ont pas attendu.

DANS NOTRE COURRIER

LYON :

SUCCES DU MEETING PALESTINE

C'est devant plusieurs centaines de personnes que s'est déroulé vendredi soir à Lyon, un meeting de soutien à la révolution palestinienne organisé par la GUPS, le PCR, l'AMFP, la GOP, l'OCR.

Tout le long, ce meeting fut marqué par la ferme détermination des participants de soutenir la révolution palestinienne. Lorsqu'une responsable de la GUPS rappela la lutte héroïque des défenseurs de Tall Zaatar, «Palestine vaincra» retentit dans la salle et il en fut ainsi à plusieurs reprises.

Ce meeting fut également d'un très haut niveau politique : tant au cours de son intervention qu'au cours du débat, la représentante de la GUPS exposa la ligne politique de l'OLP avec une grande clarté. Pour tous ceux qui avaient du mal à s'y retrouver dans la situation au Liban, les choses étaient plus claires à l'issue de la réunion. Le film «Révolution

jusqu'à la victoire», réalisé par des juifs anti-sionistes apporta d'importantes révélations politiques sur la collusion du sionisme non seulement avec l'impérialisme britannique mais aussi avec le nazisme. Il démontra très clairement que les juifs n'ont rien à attendre du sionisme.

A une question posée dans la salle sur le contenu des accords de Ryad dont une clause prévoit que les belligérants rendent leurs armes lourdes, un camarade de la GUPS répondit avec fermeté que la Révolution Palestinienne était née par les armes et qu'elle les garderait jusqu'à l'instauration d'une Palestine laïque et démocratique.

La responsable de la Gups précisa les positions de la Révolution palestinienne par rapport à l'URSS. Elle expliqua que la Révolution palestinienne avait demandé à l'URSS d'intervenir auprès de la Syrie afin qu'elle se retire du Liban. Elle précisa que l'URSS

avait mis très longtemps avant d'entreprendre enfin cette démarche. Elle rappela qu'il y avait une divergence de principe entre la Révolution palestinienne et l'URSS au sujet de l'existence de l'État d'Israël. Elle signala aussi la prudence des pays arabes dits progressistes (Algérie, Lybie) soulignant toutefois le rôle positif quoique limité de l'Irak.

L'idée force qui ressortait de ce rassemblement fut

rappelée par la représentante de la GUPS : «La Révolution palestinienne est jeune, elle n'a que 11 ans d'existence et elle a déjà connu deux tentatives de liquidation. Cela prouve à quel point elle est dangereuse pour l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe».

Notre confiance dans la Révolution palestinienne en était encore affermie.

Correspondant Lyon

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

- Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé giscardienne ?
- Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
- Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.



Le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de Versement :

- En une fois
- En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

59^e épisode

Puis il était monté jusqu'à la Cité Morel et avait frappé au carreau. Elle n'avait pas répondu.

Il n'avait pas insisté craignant, me dit-il, de réveiller la mère, mais plutôt, pensais-je, d'irriter son amie.

« Il est vrai, dit-il, que nous ne devons nous voir que mardi. Mais tout de même, elle sait que j'ai travaillé depuis ce matin huit heures. Elle n'est pas très... »

Il chercha le mot.

« ... elle n'est pas très affectueuse. »

Je lui proposai de boire un verre.

« Oui, dit-il. Ainsi j'arriverais peut-être à dormir. »

Je criai :

« Un rhum pour Busard !

— C'est moi qui vais le servir », cria Juliette. Elle se leva précipitamment, passa derrière les bouteilles. Paul Morel parlait vivement à Jambe d'Argent; sans doute se plaignait-il. Je proposai qu'on réunît les deux tables.

« Oui, oui », cria Juliette.

Morel n'osa pas refuser et je commandai des grands verres pour tout le monde. Quand nous fûmes tous en train de boire :

« Il est jaloux, dit Juliette, en désignant Morel.

— On n'est pas jaloux d'elle, dit Morel.

— Il est jaloux de son père, qui m'a emmenée aux régates.

— Je ne suis pas jaloux, dit Morel. Mais je ne te permets pas de me rendre ridicule. »

Il nous prit à témoin.

« Il y avait aux régates beaucoup de gens qui me connaissent et qui m'ont souvent vu avec Juliette. Ils vont dire que je me suis fait souffler ma poule par mon père. »

Juliette releva vivement le mot.

« Ta poule ne veut plus de toi.

— C'est le vieux qui tient le tric.

— Ni du père, ni du fils, dit Juliette. Fini !

— Je connais les goûts du vieux. Tu n'es pas du tout son genre. S'il t'a emmenée, c'est pour la galerie. »

Juliette nous prit à son tour à témoin.

« Je ne lui fais pas dire. Ce qui compte pour le fils, c'est l'amour-propre et pour le père la galerie. Qu'est-ce que je viens faire là-dedans ? »

Elle s'adressa plus spécialement à Busard.

« Ni l'un, ni l'autre ne serait capable de faire pour aucune femme au monde ce que tu fais pour la Marie-Jeanne. »

Busard tapa sur la table.

« Remettez ça, dit-il à Jambe d'Argent. C'est ma tournée.

— Non, dit violemment Juliette.

— De quoi te mêles-tu? demanda Busard.

— Paie la tournée si tu veux, dit Juliette. Mais je t'interdis de boire un verre de plus.

— De quel droit tu m'interdis?

— Tu ne vois donc pas qu'ils vont t'avoir? s'écria Juliette.

— Qui?

— Le père et le fils.

— Tu es marrante », dit Busard.

Jambe d'Argent nous servit. Il tint la bouteille suspendue au-dessus du verre de Busard.

« Alors? demanda-t-il en clignant de l'œil.

— Verse. »

(à suivre)

TÉLÉVISION

LE FILM DE DIMANCHE SOIR SUR TF 1

L'AFFAIRE MATTÉI

Un film de F. ROSI

« SI J'ÉCHOUE, LES PEUPLES QUI ONT LE PÉTROLE SOUS LEURS PIEDS PRENDRONT LA LUTTE »



« L'italien le plus puissant depuis Jules César »

1945 : Enrico Mattéi, ancien résistant, ancien chef de maquis est chargé par le gouvernement de l'Italie libérée de reprendre en main l'AGIP société d'Etat héritée du fascisme, et dont le but est la recherche et l'exploitation du pétrole.

1962 : Mattéi meurt, au cours d'un accident d'avion. De nombreux journalistes et hommes politiques parlent de sabotage de l'avion personnel de Mattéi.

C'est la carrière de cet homme que retrace le film de Francesco Rosi, que les téléspectateurs ont pu voir dimanche soir sur TF1. Développant rapidement l'activité de sa société grâce à la découverte de gisement de gaz méthane dans le sous-sol de la vallée du Pô, luttant pour conserver à l'Etat italien le monopole de l'exploitation et de la recherche pétrolière, par l'intermédiaire de la société ENI, Mattéi devient rapidement un véritable « Etat dans l'Etat ». Suivant la formule d'un journaliste américain qu'il se plaît à citer : « Il est l'italien le plus puissant depuis Jules César ». Construit à la manière d'une enquête journalistique, le film de Rosi est centré sur la personnalité de Mattéi. Toute une série de témoignages, de reconstitution de scènes d'époque nous font découvrir les divers aspects, souvent contradictoires : ancien résistant, il embauche des fascistes pour relancer l'activité de l'AGIP ; traité d'égal à égal avec les ministres, il cherche cependant à séduire les journalistes qui l'accusent de dilapider les deniers de l'Etat. Mais son rôle le plus intéressant concerne les relations de l'ENI et les pays producteurs de pétrole. Cherchant à briser « le monopole absurde », suivant sa propre expression, des grandes compagnies américaines sur le marché pétrolier, Mattéi n'hésite pas à passer des accords avantageux pour certains pays arabes, ou à soutenir la lutte de libération du peuple algérien. Sa stratégie est claire : faire alliance avec les pays du Tiers Monde, pour lutter contre les super-puissances (plus particulièrement les

USA), afin de permettre le développement de l'impérialisme italien.

Mattéi, pour arriver à ses fins, n'hésite pas non plus à intervenir dans la vie politique italienne : il finance la Démocratie Chrétienne mais n'hésite pas à verser une ristourne au PCI de 2,5 % sur chaque contrat signé avec l'URSS ! Ses liens avec le monde politique, sa démagogie, nous sont montrés au cours d'une longue séquence qui reconstitue le voyage qu'il effectua en Sicile juste avant sa mort. Par son aspect « dossier », enquête, le film de Rosi, est souvent passionnant : les témoignages reconstituent peu à peu la véritable figure de ce représentant mal connu, mais typique, de l'impérialisme italien. Mais, en centrant le film de cette manière, Rosi, réalisateur proche du PCI, gomme toute une série d'aspects importants, et finit par laisser croire que « le miracle italien » a été dû à une poignée de bourgeois « lucides et éclairés » pour lesquels le sens de l'Etat compte plus que le profit.

La mort de Mattéi est un peu le nœud du film : de nombreuses séquences nous ramènent à ce champ où l'avion de Mattéi et ses compagnons s'est écrasé.

C'est une façon pour le réalisateur, en mettant l'accent sur le côté dramatique de l'affaire de valoriser son héros. Assassiné par des responsables d'une compagnie américaine, qui le trouvait trop gênant ? Assassiné par les services secrets français en représailles de son appui au FLN ? L'enquête menée par la police italienne et reprise par Rosi quelques dix ans plus tard, ne permet pas d'aboutir à une conclusion, ne serait-ce qu'en raison des pressions exercées de tous les côtés pour que « l'affaire » soit étouffée. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans cette phrase prononcée par Mattéi peu de temps avant sa mort : « Si j'échoue les peuples qui ont le pétrole sous leurs pieds reprendront la lutte ».

J.P. BOULOGNE

HARLEM :

UNE NOUVELLE FORME D'ESCLAVAGE

Après le film de 20 h 30, TF1 présentait un reportage de la télévision suédoise sur Harlem le ghetto noir de New York. La misère, le délabrement des maisons, la drogue, la présence obsédante des voitures de police dont la sirène forme le fond sonore de la vie quotidienne tout cela était peint avec une force et un réalisme étonnants. Malgré certaines limites, les témoignages des habitants de ce quartier étaient très clairs, dénonçant la drogue et la religion comme des armes forgées par l'impérialisme américain pour maintenir sa domination sur le prolétariat noir.

Le chômage, cause principale de la violence et de la délinquance était omniprésent.

Mais le film nous montrait également que la voie de la lutte n'était pas oubliée. Des témoignages de « Black Panthers », ou de simples passants montraient la nécessité de s'organiser pour renverser l'oppression de l'impérialisme américain. « L'esclavage a été aboli, mais ils ont créé une nouvelle forme d'esclavage », affirmait l'un des témoins. Oui, dimanche soir les travailleurs français ont pu voir un des aspects les plus révoltants de l'impérialisme américain !

Programme télé

Mardi 30 novembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - TF1 Actualités
20 h 30 - Les deux pieds sur la terre, documentaire de Raoul Coutard
21 h 30 - Les provinciales, « Nés natifs de Vendée »
22 h 25 - Pleine page, magazine littéraire
23 h 25 - TF1 Actualités

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 00 - Actualités régionales de FR 3
19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible
20 h 00 - Journal de l'A2
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : les transports en commun « Elle court, elle court la banlieue », film de Gérard Pirès (1973)
22 h 00 - Débat : les transports en commun
23 h 30 - Journal de l'A2

FR 3

18 h 45 - Le club d'Ulysse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR3 Actualités
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 30 - Westerns, films policiers, aventures « Le trésor secret de Tarzan », film américain (1941)

Les postiers

2 ans après 74, 2 mois après le 7 octobre, où en sommes-nous ?

Enquête de Julien LEBLOND

Déjà 2 ans... En novembre 74, pendant un mois, les postiers ont ébranlé, avec une mémorable vigueur, la politique de bas salaires et de démantèlement de l'Etat patron...

Le 7 octobre à Paris on a applaudi leurs puissants cortèges offensifs.

Que s'est-il passé pendant ces deux années ? Comment les travailleurs des PTT se préparent-ils à la lutte ?



PLM

ce qui se cache derrière le projet de démantèlement

Il faut avoir vu cette étonnante fourmilière humaine qu'est le PLM pour mieux saisir tout l'intérêt que porte la bourgeoisie à vouloir faire éclater ces concentrations. Dans ces vastes hangars clos aux murs vieilliss adossés aux bâtiments de la Gare de Lyon, c'est tout le trafic postal entre Paris et le Sud-est de la France qui transite et est traité quotidiennement. Le volume des objets traités annuellement avoisine les cinq milliards qui passent entre les mains de plus de deux mille employés !

Jean-Louis, 23 ans, a accepté d'être notre guide dans ce dédale d'escaliers, de salles de tri et de quais de transbordement. Il est entré comme auxiliaire au PLM deux mois avant la grève de novembre 74 à laquelle il a pris une part active comme militant CFDT. Puis, c'est la titularisation, après l'examen de routine, comme préposé, attaché depuis ce temps aux opérations de transbordement.

C'est vers le «bitume», ces quais où il travaille tous les jours que nous conduisent nos pas ; «On nous appelle les «manuts», Notre boulot, c'est uniquement de la manutention. Décharger les camions, rouler les chariots, ouvrir les sacs en salle, les refermer, etc... Quand tu travailles la nuit, là où ça «bosse» le plus, les sacs de trente kilos finissent par te peser sur les bras... On a de la chance, si l'on peut dire, que les quais soient à l'air libre parce qu'à Paris-Brune où c'est fermé, les gars sont asphyxiés par les gaz d'échappement...»

Son salaire moyen par mois : 2 160 F. Il y ajoutera une prime annuelle de 350 F qu'il vient de percevoir.

Les salles de tri occupent trois étages. Immenses salles meublées de rangées de casiers parallèles où pourtant on a peine à se frayer un chemin parmi les sacs qui jonchent le sol. Il est 16 h 30, les «blouses grises», les agents d'exploitation qui effectuent le tri de la brigade d'après-midi ont déserté les salles pour se retrouver à la cantine pour la demi-heure de pause réglementaire.

La journée d'action du 19 : un bilan controversé

Là, la journée d'action intersyndicale du 19 novembre est passée depuis plusieurs jours mais le bilan qu'en tirent les postiers anime encore de vives controverses : «65 % de grévistes dans les grands centres, 30 % sur l'ensemble des postes, et tu appelles ça un succès !», lance un militant CFDT à l'adresse d'un contrôleur adhérent CGT et membre du PCF. «Cela a été décidé sans demander l'avis des gars, poursuit-il, alors dans le meilleur des cas, le gars a fait grève parce qu'il ne veut pas passer pour un jaune ou alors il aura posé un congé. Il y a aussi des gars très combattifs qui en ont maître de ces journées où rien n'est proposé et qui ont fait le choix de ne pas perdre 100 F. C'est triste à dire mais c'est comme

«Mais ceux-là ne tiennent pas compte de l'opinion de la masse», répond le contrôleur CGT, «une journée comme ça permet de poser les problèmes et de franchir une étape pour les mobilisations à venir.»

«Une étape ? Un recul plutôt, rétorque le militant CFDT, on était en grève à plus de 90 % le 7 ! Quels problèmes ont été posés le 19 ? Le démantèlement ? La multiplication des contrats de trois mois pour les auxiliaires ? Les effectifs ? Tu ne feras jamais croire aux gars que ce sont des grevistes comme ça qui nous feront marquer des points. Non, déjà qu'en 74, on y était tous pendant un mois... Pour rien... Rappelle-toi en 74, il n'y avait qu'un seul non-gréviste pour la «ligne» et les «passes» dans la brigade au PLM !» Puis après un temps de réflexion, il ajoute : «Non, je crois qu'on aurait du mal à ce que nos grandes revendications soient satisfaites même si l'ensemble des Postes s'y mettaient aujourd'hui. Il faut un mouvement de tous les secteurs, surtout les ouvriers. Le 7, c'était bien...»

La réponse se vide peu à peu. «Ça s'écrite comme, dis donc ?» «Ah oui, me rappelle Jean-Louis, il y a un sacré vieux message d'idées politiques dans la tête des gars. Ça aussi, c'est un acquis de 74. L'implantation syndicale est solide les partis de gauche et les révolutionnaires sont nombreux et bien représentés. Alors, pour l'administration, passer tout cela aux gars, ce n'est pas un problème...»

Les «califs»

«C'est sur ces tableaux que sont notamment indiqués les acceptations ou les refus de «califs», les heures supplémentaires, en fonction des fluctuations du trafic.

Certains viennent les consulter régulièrement et repartent déçus tel ce postier de la «brigade» (la brigade qui n'est affectée dans aucun centre particulier et qui sert en tant que «bouche-trou») qu'interroge Jean-Louis : «Il n'y a rien aujourd'hui ? Non, répond-il, il faut pourtant en faire des «califs», on crève de faim avec ce salaire...» «Mais, il n'y a pas une bagarre à mener aujourd'hui sur les salaires ?», reprend Jean-Louis. «Si on attend ça...» laisse-t-il échapper avec un soupir, en nous quittant. «Ça t'étonnera peut-être, me dit Jean-Louis, mais c'est un militant du PC qui dit ça...»

Travailler et vivre au pays

Nous poursuivons notre visite en évitant sacs et charriots qui encombrant les quais. «Alors, le Marseillais, t'es content ?» lance Jean-Louis à l'adresse d'un des délégués CFDT de la brigade d'après-midi, «quand est-ce que tu pars ?», «Début janvier, certainement» nous répond le délégué en nous montrant la lettre qu'il a reçue de l'administration le convoquant en consultation au sujet de sa mutation probable à Marseille.

«J'avais fait une fiche de vœux il y a deux ans et demi mais je ne pensais pas que ça viendrait si vite. Il semblerait qu'ils se mettent à créer des postes en province et qu'ils accélèrent certaines mutations. Faut voir ce qu'il y a là-dessous. C'est pas forcément une bonne chose pour nous tous. En tout cas, il y a un copain marseillais qui est tout content et qui se voit déjà rentrer là-bas.»

Vivre et travailler au pays... Les murs du PLM sont recouverts de l'affiche CFDT reprenant ce mot d'ordre. Les postiers l'achètent pour les placarder dans leur chambre. Pour ces «immigrés de l'intérieur», ces «déracinés» comme se dénomment eux-mêmes les postiers, il n'est pas de plus chère revendication tant est longue, de plusieurs années parfois, l'attente sur les listes de mutation. Aux jeunes postiers que l'administration embauche en masse aujourd'hui dans les nouveaux centres de tri de banlieue, elle promet tout au plus une attente d'un an. Supercherie ! peuvent répondre la majorité des travailleurs des centraux d'arrondissements et des bureaux-gares de Paris à qui cette même promesse avait été faite. Le problème est plus crucial encore pour les immigrés antillais qui sont quelques trente mille dans les Postes et que le pillage colonial de leur pays vide de ses hommes sans assurer la moindre création

Les incertitudes sur le plan du démantèlement

«Alors, Marseillais, content quand même de partir ?»

«Oui, bien sûr, répond-il avec un rire entendu, mais ça laisse entières les incertitudes du démantèlement pour les copains». Qu'en est-il aujourd'hui du démantèlement ? Jean-Louis tente d'éclairer ce problème épineux : «Ce n'est pas un projet d'aujourd'hui... C'est dans l'air depuis le gouvernement de Chaban-Delmas. Au départ, entrain en jeu le critère essentiel de rentabiliser cette administration qui n'avait guère bougé depuis quarante ans. Mais la mise en route du projet a été accélérée depuis la grève de 74. L'implantation des centres de tri de banlieue était prévue pour qu'ils ouvrent fin 77 mais l'administration estime plus «avantageux», dit-elle, de les mettre en service dès aujourd'hui. On a vu comment ils ont retiré les Yvelines de Paris-Brune. Ici, au PLM, ils ont commencé à retirer la Seine et Marne compte tenu que les centres de Meaux et Melun sont prêts à rentrer en service. C'est d'autant moins clair pour les gars tout ce projet de démantèlement que l'organisation du travail est tellement compliquée que tu ne vois pas forcément les mauvais coups qui se préparent. Avec le roulement des brigades, le jeu des repos compensateurs, tu es des fois six mois sans revoir un gars. Les gars au PLM ne savent pas tous qu'il y a eu l'année dernière un «turn-over» de sept cents gars, par le fait des mutations de service, des demandes de mise en disponibilité, etc...»

Dans ces conditions, c'est à nous d'être vigilants pour que les charges de travail ne soient pas augmentées au gré des réductions d'effectifs qui se feraient en douce, c'est à nous d'être prompts à nous bagarrer contre toutes les mutations d'office ou les vidages d'auxiliaires.»

En traversant la cour au moment de notre départ, Jean-Louis m'arrête et me désigne du doigt un quai protégé de la brise et du froid par un trop modeste auvent. Des charriots contenant des sacs de journaux et le courrier des centraux attendent d'être chargés dans les wagons où prendront place tout à l'heure les postiers ambulants à destination de Lyon. «Tu vois ce quai, me dit Jean-Louis, on l'appelle la «morque» non pas seulement parce qu'il y fait froid mais parce que c'est là aussi qu'étaient débarqués les blessés et mourants pendant la guerre. Si l'Etat-patron réussissait le démantèlement, il ne resterait plus que ces quais, les têtes de ligne d'ambulants et quelques gars pour assurer le «transbord». Il n'y aurait pas besoin de deux mille gars pour faire tout ça. Alors, les autres, où iraient-ils ? C'est bien pour cela qu'on ne se laissera pas faire !»

(à suivre)